

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

Diplomaties et dictatures

Les événements se précipitent dans l'Europe sud-orientale. Le secteur balkanique-danubien (car il est bien difficile de séparer la zone danubienne de la zone balkanique, qui en est limitrophe) est une chaudière toujours en ébullition. Il ne s'y écoule pas, une semaine sans qu'on ait à y noter quelque manœuvre de grande ou de petite diplomatie, l'intrusion d'une puissance de premier rang, un acte de terrorisme ou d'oppression à l'égard d'une minorité ethnique, un procès retentissant et arbitraire contre une association populaire.

Un traité d'arbitrage et d'amitié a été signé le 3 février, à Paris, entre la France et la Turquie. On remarque, et non sans motif, qu'il couronnait une série de tractations d'ordre divers entre le Quai d'Orsay et Angora.

La Turquie, après avoir négocié avec l'Italie, a négocié avec la France. C'était dans l'ordre. Moustapha Kémal s'est rendu compte qu'il n'avait rien à gagner s'il se livrait à l'une des deux grandes chancelleries qui se disputent, sous les yeux vigilants de l'Angleterre, la prédominance dans le Levant et qui ont pris là bas la place de la Russie tsariste et de la combinaison austro-allemande d'avant-guerre. Vainement M. Mussolini a envoyé jadis son sous-secrétaire d'Etat, devenu depuis lors son ministre des Affaires Etrangères, Dino Grandi, à Angora. La Turquie lui a refusé l'exclusivité de son amitié, comme aussi la Grèce, comme aussi la Roumanie. La crise de 1914-1918 est encore trop proche pour que certains Etats aient tendance à se mêler à la prochaine. Voilà pourquoi ils cherchent des pactes parallèles avec la France et avec l'Italie. De la sorte, ils pourront se dérober si l'une ou l'autre fait appel à leur concours. A Paris, comme jadis à Rome, on a affecté d'attribuer une valeur essentielle au pacte qui vient d'être conclu. C'est se contenter et se glorifier à peu de frais. Moustapha Kémal appréhende un conflit armé franco-italien, ce conflit qui domine toutes les arrières pensées à la Conférence Navale de Londres, et il se met à l'abri. Rien de plus, rien de moins. Le traité du 3 février est moins un instrument de paix que la manifestation d'une crainte qui est aujourd'hui commune à tous les peuples de l'Europe sud-orientale.

Voici la contre-partie. Tandis que la presse commentait la conclusion de ce pacte, le Duce recevait à Rome le chancelier autrichien, M. Schober. Ce voyage avait, d'ailleurs, été longuement préparé, et l'on en parlait couramment depuis plusieurs semaines.

Le gouvernement fasciste italien perçoit très clairement cette liaison des faits danubiens que nous signalions tout à l'heure. Un incident balkanique peut mettre le feu à la région du Danube, comme un incident danubien peut provoquer une perturbation générale dans l'Orient balkanique. Au surplus, où commence la région du Danube, et où finit celle des Balkans? La Yougoslavie est à la fois balkanique et danubienne; la Roumanie, qui est danubienne, ne saurait détacher ses regards des Balkans.

M. Mussolini voit ses grands desseins, à l'Orient de l'Adriatique, se heurter à deux résistances: celle du gouvernement de Belgrade, et celle de la Petite-Entente qui, avec ce gouvernement, comprend ceux de Bucarest et de Prague. Il a essayé d'asservir la Yougoslavie, comme avait fait naguère le chef des Habsbourg pour la Serbie de Pierre Karaguéorgévitch. Il a échoué. La Yougoslavie est trois fois plus peuplée et plus forte que n'était la Serbie. Alors, il a établi son protectorat sur l'Albanie (traités de novembre 1926 et de novembre 1927) afin d'avoir une place d'armes sur l'autre rive de l'Adriatique.

Il s'est appliqué, ensuite, à dissocier la Petite-Entente, afin que la Yougoslavie ne pût faire appel à la Roumanie et à la Tchécoslovaquie, en cas de guerre avec l'Italie, ou avec

l'Albanie, sa vassale, ou avec la Bulgarie, son alliée. De là ses avances au cabinet de Bucarest, avances qui alternèrent d'ailleurs avec des menaces. La Roumanie, finalement, resta à sa place, car la pression du Quai d'Orsay fit équilibre à celle du Duce.

Alors, celui-ci, qui n'est jamais à court d'expédients, regarda d'un autre côté. Il compte sur la sympathie, sur les affinités de tous les gouvernements qui, comme le sien, reposent plus ou moins sur le principe de la dictature. Il a jadis négocié avec Tsankoff et Liaptcheff, en Bulgarie; avec Voldemaras, en Lithuanie; avec Pilsudski et Zaleski, en Pologne; puis il a jeté son dévolu sur la Hongrie que régissent Horthy et Bethlen, en usant de violence chaque fois que s'en offre l'occasion. L'Italie a soutenu les revendications magyares à la Conférence de La Haye, et s'est d'ailleurs affirmée favorable à la révision de l'acte de Trianon. Une entente étroite a été aménagée dans le secret entre Rome et Pest.

C'est grâce à elle que Mussolini a pu faire pression sur l'Autriche, qui ne veut pas demeurer isolée et qui redoute une conjonction des forces italiennes et hongroises. Autrefois, et même il n'y a pas très longtemps, les rapports étaient très tendus entre l'Autriche et le gouvernement de la Péninsule. Celui-ci italianisait par la violence les 200.000 Tyroliens du Sud, que l'acte de Saint-Germain a placés sous sa juridiction. La Diète d'Innsbruck, puis la Chambre de Vienne, et même le Reichstag de Berlin avaient pris fait et cause pour ces 200.000 Tyroliens, parce qu'ils étaient de souche et de langue germaniques. A leurs manifestations, le Duce riposta par des propos belliqueux. Aujourd'hui, il n'est plus question de rupture. M. Schober a été reçu en grande pompe par M. Mussolini. L'Autriche devrait, comme la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie devenir un satellite de la Péninsule. On discerne tout de suite les répercussions que les entretiens d'hier peuvent avoir au delà de la zone danubienne, dans la zone balkanique où la Yougoslavie se dira encerclée. Il n'est pas sûr que le déplacement du chancelier autrichien, s'il consacre la clôture du conflit austro-italien, consolide la paix dans l'Europe sud-orientale. Mussolini est homme à tirer avantage de ses pourparlers avec M. Schober.

Tandis que les intrigues diplomatiques se poursuivent et se diversifient, l'arbitraire des gouvernements des Balkans se déploie à travers les procès qu'ils instruisent et montent de toutes pièces contre les groupements ethniques et contre les associations dont les tendances leur déplaisent. Quel est celui de ces gouvernements qui se targuera de son libéralisme, du respect des opinions, de sa clémence pour les minorités? Les Macédoniens savent ce qu'il en coûte d'être Macédoniens, comme jadis d'être Polonais, et plus encore de manifester une volonté d'affranchissement national ou social. Le cabinet yougoslave, dont le général Jivkovitch est le chef, offre de singuliers exemples, et dont il serait bon que s'occupât cette partie du public européen qui se proclame favorable aux minorités. Le procès de Koumanovo vient déjà de lui attirer les protestations de savants, d'écrivains, de tous les pays d'Occident. Les traitements qu'il inflige à ses prisonniers, son mépris des garanties légales, les ordres qu'il dicte à son tribunal d'Etat caractérisent assez bien la nature et l'orientation de son pouvoir. En somme, il n'a rien à envier à Tsankoff et à Liaptcheff, qui cherchent, dit-on, à se réconcilier contre leurs adversaires communs. Maniu, qui prétend avoir triomphé aux élections départementales roumaines, suit son exemple par les procédés qu'il emploie dans les affaires politiques, car les avocats de Bucarest se

plaignent justement des sévices qu'exercent sur eux les agents de l'autorité: un cas récent, celui de Patrasceano, est là qui mérite de préoccuper tous les barreaux du monde.

C'est ainsi que les Balkans retentissent des cris de fureur des dictatures et des cris de douleur des victimes. Les oligar-

chies écrasent les peuples et les minorités ethniques, et les grandes puissances, en lançant les petites les unes contre les autres, et en les incorporant à leurs jeux impérialistes, préparent les guerres de demain.

Paul Louis

Une Déclaration de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD avait dernièrement lancé à la population dobroudjanaise une Déclaration sur la situation intérieure en Roumanie, les élections et son activité. Nous présentons cette Déclaration en traduction à nos lecteurs pour leur montrer la gravité de la situation en Roumanie et au Dobroudja.

«Le gouvernement national-tsaraniste suit absolument la même politique que celle des gouvernements réactionnaires qui l'ont précédé. Il agit absolument comme eux dans le domaine de la politique extérieure et intérieure, vis-à-vis des ouvriers et paysans, des minorités opprimées, et surtout vis-à-vis de la population dobroudjanaise. Il suit aussi la même politique de colonisation, de confiscation des biens des sujets bulgares, etc., etc.

Venu au pouvoir à l'aide de l'impérialisme et d'une démagogie effrénée, le gouvernement Maniu a jeté son masque démocratique et est devenu le défenseur de la bourgeoisie des villes et des villages.

Parallèlement à la politique des impôts insupportables, qui pèse avec la même violence sur les masses dans le pays tout entier, ce gouvernement applique avec une violence plus brutale encore à la population de la Dobroudja le régime de l'oppression nationale. Ce gouvernement n'a pas annulé la loi des biens du Quadrilatère, cette loi inique en vertu de laquelle un tiers des terres des paysans est confisqué. Il n'a pas annulé la loi pour la «vérification» de la propriété, «vérification» par laquelle des milliers de petits paysans ont été jetés dans une noire misère. Il n'a pas annulé la loi du séquestre apposé sur les biens des sujets bulgares; au contraire, il en a procédé à la confiscation et à la vente. Ses agents attirent dans le pays des Aroumains-Koutzovalaques pour les juxtaper à la population paisible de la Dobroudja. Ce gouvernement pratique une brutale dénationalisation en organisant des bandes armées qui terrorisent la population dobroudjanaise, en opérant des arrestations en masse, en perpétrant des assassinats. Des villages tout entiers, comme Tchaire, Babouk, Kotchina, Garvan, etc. ont été soumis à une inquisition d'une férocité inouïe.

Economiquement, la population est complètement ruinée. Et, dans cette situation, on va procéder à des élections communales et départementales. Elles seront faites sous le zodiaque de la terreur fasciste. Les nationaux-tsaranistes ont déjà formé des organisations appelées «Voinici-Satelor». D'autres organisations similaires sont spécialement créées pour le Quadrilatère, comme l'«Actiunea Romaneasca» et la «Cultul Patriei», pour terroriser plus encore la population.

Les élections ne peuvent certes pas libérer le peuple dobroudjanaise de son affreux joug économique et national; elles présentent, néanmoins, une grande importance.

L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD adresse donc un pressant appel aux masses travailleuses de tout le pays, sans distinction de religion ni de nationalité, de prendre une part active dans cette lutte électorale. L'ORD déclare ouvertement que dans cette lutte, comme dans celle pour la libération de la Dobroudja, elle marchera en un front uni avec toutes les masses nationalement et économiquement opprimées du pays. Dans cette bataille électorale, le peuple dobroudjanaise doit se ranger aux côtés du Bloc Ouvrier et Paysan, l'unique défenseur des intérêts économiques et politiques des masses travailleuses dobroudjanaises

L'ORD s'élève énergiquement contre la bourgeoisie locale, bulgare et autre, alliée fidèle de la bourgeoisie roumaine. L'ORD attire l'attention des masses sur les efforts déployés par les agents du fascisme bulgare en vue de constituer un «parti minoritaire» ayant pour but de faire dévier de son juste chemin la lutte des ouvriers et paysans dobroudjanais. Ces agents, de l'acabit des Batchvaroff, Manoloff, Tocheff, Benkoff, Mitikoff, Stantcheff, etc., inspirés par Sofia et Bucarest, représentent le verkhovisme de la bourgeoisie bulgare dans le mouvement dobroudjanaise de libération — ce même verkhovisme qui a essayé de miner le mouvement révolutionnaire macédonien, et qui essaie aujourd'hui de saper le mouvement national dobroudjanaise.

L'ORD déclare qu'elle lutte à titre égal contre la tyrannie roumaine et l'annexionnisme bulgare, qui étouffent les efforts que l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie déploie pour l'obtention de la libération de son pays. Ainsi, le Congrès de Razgrad de cette émigration, au mois de novembre dernier, s'est tenu sous le signe de la terreur policière la plus brutale. A ce Congrès, le fascisme bulgare et ses agents, les Kimileff, H. Ivanoff, Stoyanoff, etc., aidés ouvertement par les social-fascistes bulgares, ont essayé de dérouter l'émigration. Le gouvernement bulgare a armé les bandes de l'ORID (Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise) et les a envoyées en Dobroudja, où elles ont perpétré les pires crimes sur la population paisible, pour la livrer ensuite aux arbitraires du gendarme roumain.

L'ORD fait appel à tous les Dobroudjanais chassés de leur pays pour s'unir en une et unique organisation, après avoir chassé de leur milieu tous les agents du fascisme et de l'annexionnisme bulgare, et de rompre tout lien avec le Comité Exécutif de l'«Association Dobroudjanaise» qui ne sert que des intérêts qui ne sont pas les leurs.

L'ORD fait appel à tous les ouvriers et paysans nationalement et socialement opprimés des Balkans, d'unir leurs efforts pour la lutte révolutionnaire de masse, et de se préparer pour l'insurrection armée qui uniquement mettra fin à ce joug.

Dans la politique extérieure, le gouvernement actuel de Roumanie n'est qu'un agent de l'impérialisme des grandes puissances. Ce gouvernement prépare la guerre contre l'Union Soviétique. L'augmentation d'un milliard et demi de leis du budget militaire, la visite du maréchal Pilsudski, la présence de généraux français aux manoeuvres militaires, le pont projeté sur le Danube, etc., etc., en sont des preuves éclatantes.

L'ORD fait appel au peuple dobroudjanaise de lutter énergiquement contre ce danger de guerre, et, si une guerre éclatait, de tourner les armes contre les oppresseurs.

Vive la lutte du peuple dobroudjanaise pour sa liberté nationale et économique!

Vive la lutte unifiée des peuples balkaniques opprimés!

Vive la République Populaire Dobroudjanaise!

Vive la Fédération Balkanique!

Vive l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise!

Le Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD»

Dobroudja, janvier 1930.

Sous la dictature de Belgrade

Le procès de Koumanovo, date importante dans le mouvement pour la libération de la Macédoine

Le jugement prononcé le 1er février par le tribunal d'Etat de Belgrade et qui a frappé de 2 à 7 ans de prison les Macédoniens de Koumanovo, marque une date importante dans l'histoire du mouvement pour la libération de la Macédoine.

Ces hommes et leurs amis des autres villes macédoniennes sont poursuivis et condamnés comme suspects de sympathie à l'égard de l'ORIM Unifiée, le groupement national-révolutionnaire qui s'oppose à l'ORIM fasciste d'Ivan Mikhaïloff, à cette ORIM des comitatdjis sanglants vendus à la dictature blanche et à Mussolini.

Il est remarquable que les citoyens de Koumanovo sont

frappés au moment même où des accords interviennent, sous la pression des grandes puissances, entre Belgrade et Sofia, pour le règlement des problèmes de la frontière bulgare-yougoslave, des doubles propriétés, etc.

Ainsi, au moment où l'ORIM fasciste participe à cette entente, comme elle participe à tous les actes du gouvernement bulgare de terreur blanche, les autorités serbes, dans les principales villes de la Macédoine, traquent les vrais nationaux-révolutionnaires, les paysans honnêtes, dépositaires des traditions héroïques de Deltcheff et de Sandansky, dont l'ORIM Unifiée veut suivre les traces.

La constatation est d'importance.

Elle souligne, une fois de plus, la trahison nationale de l'ORIM de Mikhaïloff, qui n'est qu'un instrument de la politique bulgare.

Elle souligne d'autre part la force des idées révolutionnaires de l'ORIM Unifiée, parmi les masses macédoniennes.

Nous avons toujours dit que les attentats des comitadjis n'exprimaient nullement les sentiments de la population macédonienne et que l'ORIM fasciste n'avait aucun lien de sympathie avec les Macédoniens des zones serbe ou grecque qu'elle terrorisait par ses raids armés, suivis de terribles représailles des gouvernements de Belgrade et d'Athènes.

Nous avons toujours dit qu'en Macédoine sous le joug bulgare et dans l'émigration macédonienne en Bulgarie, la situation était identique, c'est-à-dire que, dans leur masse, les Macédoniens exécutaient les dirigeants de l'ORIM.

Les poursuites en masse contre les partisans de l'ORIM Unifiée en zone serbe forment la contre-partie des massacres des révolutionnaires macédoniens dans la zone bulgare de Petritch et de Névrokop. Elles scellent plus solidement l'alliance des trois gouvernements fascistes de Sofia, de Belgrade et d'Athènes contre le peuple macédonien.

Ces trois gouvernements n'ont d'autres ennemis que leurs

prolétariats et les alliés naturels de ceux-ci, les organisations nationales-révolutionnaires.

Ils s'entendront de plus en plus, sous le contrôle de la finance internationale, pour écraser les mouvements ouvriers et ceux des nationalités opprimées.

Et ils auront l'appui, de par le monde, des démocrates et social-démocrates.

Ne voyons-nous pas en France le gouvernement de Sofia, qui a tué 25.000 Bulgares, et l'ORIM fasciste, qui lui a fourni les assassins, officiellement protégés par la Ligue des Droits de l'Homme? Je défie ici M. Guernut, député, secrétaire général de la Ligue, d'intervenir, au nom de son organisation, pour les partisans condamnés ou poursuivis de l'ORIM Unifiée, parce qu'il s'est fait l'agent de l'autre ORIM, celle des meurtriers de Stamboliisky, de Dimo Hadji Dimoff, de Peter Tchaouleff et de Todor Panitza.

Ce sont ces conclusions qui donnent toute sa valeur au procès de Koumanovo.

Il nous démontre aussi que le jour où les puissances impérialistes donneront l'ordre à leurs vassaux des Balkans de mobiliser contre l'URSS, ceux-ci auront à compter avec les populations opprimées, et en première ligne avec les Macédoniens.

Daniel Renoult

La Société des Nations et les Minorités Nationales

On a fêté tout récemment, et d'une façon pompeuse, le dixième anniversaire de la Société des Nations. Beaucoup de discours grandiloquents ont été prononcés, à cette occasion, par ses créateurs et dirigeants, pour glorifier son «activité». Les représentants de la France et de l'Angleterre, et de leurs vassaux, se sont évertués à démontrer «ses services pour le progrès humain et la paix parmi les peuples».

La réalité, cependant, est tout autre.

La Société des Nations fut créée immédiatement après la guerre mondiale.

Son but était de maintenir sur des peuples de millions et de millions la violence résultant de la situation créée par le traité de Versailles de 1919 et des autres traités similaires d'esclavage. Il fallait insuffler aux masses l'illusion que l'ordre créé par les vainqueurs en 1919 avait pour but le progrès humain et le développement paisible entre les peuples, alors que les «vainqueurs», sur la base même de ces traités, continuaient, à l'aide de cette institution intitulée «Société des Nations», leur politique impérialiste, leur politique d'oppression et d'exploitation des masses populaires du monde entier.

La S. d. N. fut fondée il y a dix ans, pour servir en les mains des grandes puissances impérialistes, plus spécialement de l'Angleterre et de la France, d'instrument pour leur politique. L'entrée dans la S. d. N., de l'Allemagne et de ses alliés de la guerre mondiale, n'a changé en rien le caractère de cette institution. Elle continue à servir aux pays «vainqueurs» d'instrument pour leur conserver leur butin consacré par les traités de «paix»; elle leur sert à camoufler et sanctionner leur politique d'oppression. Il suffit d'analyser, par exemple, ses «solutions» des questions du désarmement, des conflits entre l'Italie et la Grèce en 1922, entre l'Angleterre et la Turquie en 1924 à propos de Mossoul, ainsi que de différentes autres questions intéressantes différents pays, pour se convaincre que, dans son «activité», la S. d. N. n'a été dirigée que par les intérêts des grandes puissances impérialistes et de leurs vassaux, oppresseurs eux-mêmes non seulement des peuples qu'ils subjuguèrent, mais aussi de leurs propres peuples.

On arrive aussi à cette même constatation en examinant les décisions de la S. d. N. concernant les minorités nationales, culturelles et religieuses.

En élaborant les traités de 1919, en délimitant les frontières nouvelles entre les Etats qui avaient pris part à la guerre, les «vainqueurs» ne pouvaient pas ne pas se rendre compte de la situation nouvelle créée par le fait que plus de cinquante nationalités, plus de 35.000.000 de personnes, plus du sixième de l'Europe centrale et du sud-est, avaient été brutalement englobés dans des entités politiques étrangères. Dans de nombreux pays annexants, les minorités constituent le tiers de la population, dans d'autres, la moitié. C'est ainsi qu'elles constituent les 35% de la population en Roumanie, les 40% en Pologne, et les plus de 60% en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. Il était donc tout naturel de prévoir que, dans ces conditions, les minorités nationales et autres seraient portées à manifester leur mécontentement de la situation inacceptable et intolérable dans laquelle on les avait jetées. Ce mécontentement pourrait se manifester par des révolutions, par des insurrections, ou par d'autres mouvements armés susceptibles

de déranger et de contrecarrer les plans des oppresseurs. Pour éviter de telles mésaventures, ces derniers eurent recours à la fourberie: ils résolurent de duper les minorités nationales, culturelles et religieuses — et il s'agissait en maints cas de peuples tout entiers flanqués tout simplement dans la rubrique des minorités. A cet effet, les «vainqueurs» introduisirent différentes clauses dans les traités «de paix» et mirent même en scène des traités spéciaux, «pour garantir» les droits nationaux, culturels et religieux de ces minorités. Dans les traités «de paix» furent stipulées des clauses spéciales en vertu desquelles les pays vaincus assumaient l'engagement de reconnaître des droits spéciaux aux différentes nationalités se trouvant dans leurs territoires. D'autre part, les petits pays «vainqueurs», tels que la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, devenus de grands pays grâce à leur jugulation de millions de nationaux étrangers, et certains Etats nouvellement créés, tels que la Pologne et la Tchécoslovaquie, assumèrent par des traités spéciaux l'obligation de garantir aux minorités se trouvant dans leurs territoires des droits nationaux, culturels et religieux. D'autres Etats nouvellement créés, tels que l'Esthonie, la Lettonie, la Lituanie et l'Albanie, contractèrent de mêmes engagements par des déclarations spéciales adressées à la Société des Nations. Quant aux grandes puissances impérialistes, qui avaient, elles, élaboré et imposé les traités «de paix», elles déclarèrent tout simplement ne pas du tout avoir de minorités nationales dans leurs territoires respectifs, et se mirent à appliquer à l'égard de ces minorités «non-existantes» une brutale politique de dénationalisation. Tel est le cas de l'Italie, qui jule plus d'un million d'Allemands, de Slovénes, de Croates, de Grecs; tel est le cas de la France qui ne reconnaît aucun droit aux Alsaciens, aux Corses, aux Italiens, etc.; tel est le cas de l'Angleterre qui opprime les Grecs de Chypre, les Italiens de Malte, les Irlandais, les Celtes, sans parler des centaines de millions de peuples coloniaux et semi-coloniaux qui gémissent sous la botte britannique.

*

Quels furent les résultats de ces engagements si solennellement contractés en faveur des minorités? Les minorités nationales et autres ont-elles effectivement obtenu des droits, ne fût-ce que des plus élémentaires? On ne connaît que trop la triste vérité. Mais alors, cette Société des Nations, déclarée et proclamée garante et contrôle des clauses en faveur des minorités, qu'a-t-elle entrepris pour que les minorités puissent acquérir au moins ces droits tellement restreints qui leur ont été si solennellement promis et si perfidement refusés par la suite? Rien de rien.

Dans certains pays, les minorités nationales et autres jouissent de quelques bribes de droits et libertés excessivement restreints; en quelques rares endroits, on voit peut-être une école nationale ou une institution culturelle ou autre d'une minorité, mais ce sont là des cas tout à fait exceptionnels. Sauf l'Union Soviétique, où le problème national est équitablement et complètement résolu, où tous les peuples non-russes jouissent si pleinement de tous les droits nationaux et culturels, où il n'existe ni nation dominante et ni nation jugulée, — sauf donc l'Union Soviétique, aucun autre pays n'a reconnu effectivement aux minorités des droits culturels et nationaux.

Encore, juridiquement, les minorités sont des citoyens de catégorie inférieure; économiquement, elles sont bien plus exploitées que les couches correspondantes de la nation dominante; fiscalement, elles sont écrasées sous des impôts particulièrement onéreux; et les fonctions publiques leur sont presque absolument fermées. Elles ne peuvent non plus se servir de leur langue dans leurs rapports avec les autorités. Et, du point de vue social, leurs masses travailleuses sont bien plus opprimées que celles de la nation dominante. Etc., etc.

A la suite de tout cela, les minorités nationales sont très mécontentes dans tous les Etats européens, leur mécontentement augmente à chaque jour et se manifeste par des protestations de plus en plus véhémentes, voire même en maints endroits par des soulèvements armés.

Un grand nombre de minorités nationales et autres, espérant, dans leur désespoir, que les grandes puissances voudraient peut-être remplir quand-même leurs promesses solennelles de leur garantir leurs droits nationaux et culturels, se sont adressées à la Société des Nations lui demandant d'intervenir pour faire effectivement appliquer les clauses de garantie et de protection. Elles ont présenté à Genève des memorandums et des plaintes. La plus grande partie de ces documents ont été tout simplement jetés dans le panier, sans même être enregistrés. Un certain nombre en a été transmis à un Comité spécial, qui a flanqué le tout aux archives sans y donner aucune suite. Ces plaintes étaient, pourtant, riches en matériaux; mais, on les a tout bonnement rangées dans les dossiers, ensemble avec les réponses des Etats contre lesquels elles étaient dirigées et qui disaient tout simplement que tous les faits cités par les plaignants étaient inexacts. Ces derniers n'apprenaient, d'ailleurs jamais ce que la S. d. N. faisait de leurs plaintes. Par contre, les Etats contre lesquels elles étaient dirigées, représentés à la S. d. N. et ayant accès à ses chancelleries, s'informaient très exactement des noms des plaignants, et redoublaient de terreur contre eux et contre les minorités qu'ils représentaient.

Mais les protestations publiques contre le régime dont sont victimes les minorités prirent de telles proportions que la Société des Nations s'est vu tout de même obligée de mettre cette question des minorités à l'ordre du jour de quelques unes de ses séances. Et les opinions émises par les représentants qualifiés de la S. d. N. sur la situation actuelle et future des minorités nationales et autres ont bien montré l'interpréta-

tion et le sens que les grandes puissances »vainqueurs« ont voulu donner aux clauses relatives à la protection des minorités nationales.

Malgré tous les efforts de la Suisse, de la Finlande, de la Hollande et d'autres petits Etats européens pour obtenir certaines garanties pour les minorités nationales, malgré le grand intérêt que Stresemann avait en apparence montré à l'égard des minorités nationales, en particulier à l'égard des minorités allemandes de la Pologne, la thèse du Conseil de la Société des Nations est restée toujours celle exprimée en 1925 par le représentant du Brésil, M. Franco Mella: que les clauses pour la protection des minorités avaient un caractère précaire, que le *modus* actuel en vigueur (?) — il n'y a point un *modus* en vigueur en faveur des minorités — était également précaire, et que l'on devait s'efforcer à assimiler les minorités. Les représentants des pays oppresseurs, celui de la France en particulier, ont défendu avec un égal cynisme leur politique d'oppression. — Il faut donner l'impression aux minorités nationales que nous pensons à elles, a déclaré M. Briand. — Les traités de paix sont inattaquables et on ne permettra point que les minorités nationales soient incitées et encouragées à agir contre la souveraineté de l'Etat, ont déclaré à l'unisson les représentants des Etats oppresseurs. Et cette politique, la Société des Nations l'a fait sienne; elle la pratique à l'égard des minorités nationales depuis son existence même.

Il s'est pourtant trouvé des représentants des minorités nationales qui, depuis quelques années, tiennent des Congrès à Genève (les Congrès du Comité des Minorités Nationales) faisant semblant de croire quand même que la Société des Nations remplira son devoir de demander l'application effective des clauses de garantie et de protection en faveur des minorités!!!

Mais même ces utopistes commencent à présent à émettre des doutes de la »bonne volonté« des dirigeants de Genève et à proclamer que la S. d. N. n'a pas jusqu'ici prouvé avoir assumé une protection »efficace« des minorités. Mais ils ne font cette constatation que parce que les minorités nationales proclament, elles, à haute voix, que ce n'est pas la Société des Nations qui leur garantira les droits nationaux, que la Société des Nations n'est qu'un organe des grands et petits impérialismes.

Dans notre prochain article, nous examinerons la politique de la Société des Nations à l'égard des peuples nationale-ment opprimés et des minorités nationales dans les Balkans.

D. Vlakhoff

La dictature panserbe écrase les Minorités Nationales

L'opinion publique européenne proteste

Le procès de Koumanovo et l'abominable régime que les détenus politiques macédoniens subissent dans les cachots de la Main Blanche de Belgrade, l'oppression barbare à laquelle est soumis le peuple martyr macédonien, ont provoqué une véhémence vague de protestation parmi l'opinion publique avancée en Europe. Dans notre numéro précédent, nous avons publié quelques télégrammes de protestation de personnalités éminentes contre les crimes de la sanglante dictature de Belgrade. Nous reproduisons aujourd'hui, de notre confrère «Le Travail» de Genève, les lignes suivantes:

«La dictature d'Alexandre Karaguéorguévitch, soutenue par l'impérialisme français, continue d'écraser sous sa botte sanglante les minorités nationales. Après les Croates, ou, en même temps que les Croates, les Macédoniens subjugués sont, en ce moment, l'objet de furieuses persécutions. Les prisons de la Macédoine serbe regorgent de Macédoniens. Le premier procès de tendance, dans lequel sont impliqués quatorze Macédoniens de Koumanovo, se déroule actuellement devant le Tribunal spécial d'Etat. Les accusés sont naturellement privés des garanties les plus élémentaires en matière de défense. La dictature panserbe qui vient de jeter un défi insolent à la conscience humaine en faisant honorer, par des comparses, la mémoire de l'assassin de l'archiduc Ferdinand et de sa femme, Gavrilo Princip, ne se gênera pas, sans doute, de commettre les ignominies les plus révoltantes contre les Macédoniens sans défense.

L'opinion publique en France, en Allemagne et ailleurs s'est vivement émue et d'énergiques protestations ont été adressées à la camarilla de Belgrade.

La Section française de l'Association des «Balkans libres», a adressé la dépêche suivante à M. Jivkovitch et au Tribunal d'Etat de Belgrade:

La Section française des «Balkans libres», vivement émue des nouvelles reçues de Belgrade, est sûre de se faire l'écho de l'opinion publique protestant avec la dernière énergie contre les traitements inhumains infligés à plusieurs centaines de prisonniers macédoniens torturés physiquement et moralement. Elle réclame pour les quatorze Macédoniens de Koumanovo, jugés actuellement par le Tribunal spécial, la possibilité de s'assurer leur défense, citer des témoins et obtenir toutes autres garanties légales. Dans l'intérêt de la paix, elle demande l'amnistie générale, le respect des droits nationaux des Macédoniens, convaincue que les procès de tendance ne peuvent qu'exaspérer les passions politiques et les antagonismes ethniques.

Pour le Bureau de la Section française des «Balkans libres»:

Camille Drevet, Marcelle Cappy, Paul Louis, Barbusse, Jourdain, Vildrac, Werth, Lecache, écrivains; André Philippe, Félicien Challaye, professeurs.

Ont également signé:

Georges Pioch, Jean-Richard Bloc, hommes de lettres; Juncker, Letrange, avocats; Morizet, sénateur.

Et après avoir encore publié les télégrammes que nous citons plus haut, notre éminent confrère ajoute:

«Nous nous joignons volontiers aux protestations énergiques élevées contre la dictature sanglante du gouvernement de la «Main Blanche» que dirige Alexandre de Serbie.

Voilà une excellente occasion pour les Eglises de défendre la liberté de conscience. Les Macédoniens sont persécutés parce qu'ils ne veulent pas violenter leur conscience nationale et se déclarer Serbes comme le réclame le panserbisme. Mais parions que les Eglises ne bougeront pas, car il s'agit, en l'occurrence, de la vraie liberté de conscience.»

«Le Travail», Genève, 17 février 1930 —

Le procès contre le Comité Anti-guerre de Sofia et le danger de guerre

Par devant le tribunal régional de Sofia se déroule actuellement le procès contre le Comité Anti-guerre, en connexion avec l'action internationale anti-guerre du 1er août 1929. C'est intentionnellement que le gouvernement a si longtemps ajourné ce procès, quoique les accusés se trouvent en prison depuis plus de 6 mois. En ce moment précis où la campagne internationale anti-soviétique et l'excitation à la guerre ont atteint leur point culminant dans tous les pays, Liaptcheff a jugé opportun d'inscrire ce procès pour proclamer ainsi l'entrée de la Bulgarie dans le front anti-soviétique international. Et ce procès, en lien avec celui des faussaires de Tchervonetz à Berlin et les révélations sur le rôle de la Bulgarie dans une guerre contre l'Union Soviétique, montre le grand et effectif danger de guerre, et en tout premier lieu le danger de guerre contre l'Union Soviétique.

Les 10 accusés sont tous des représentants dans le Comité Anti-guerre des organisations légales du pays: Petko Napetoff (secrétaire du Parti Ouvrier bulgare), Assen Boyadjieff (secrétaire des Syndicats Indépendants bulgares et rédacteur de leur organe «Edinstvo»), Setir Borissoff (rédacteur de l'organe du Parti Ouvrier «Rabotnitchesko Delo»), Ganka Maïéva (rédactrice du journal féminin «Rabotnitcheska»), Guéorgui Jordanoff (rédacteur du journal de la jeunesse «Mladehka Douma»), Nikola V. Lankoff (rédacteur du journal «Amnistie»), Petko Stoëff, Chr. Iv. Veltcheff, Mintcho P. Telbissoff et Vassil Bechimirski. L'accusation se fonde sur des articles qu'ils ont publiés et des appels qu'ils ont lancés le 1er août 1929. On sait que malgré la campagne de rage de la presse bulgare fasciste tout-entière, malgré les interdictions, les mesures policières, le barrage des rues par la police et les troupes, les ouvriers de Sofia et de la province manifesteront leur protestation par des démonstrations, luttant aussi contre la police. Il s'ensuivit des arrestations en masse, des agressions contre les clubs ouvriers, la clôture de ces clubs, les essais de décapiter le mouvement légal de classe. Après le 1er août, la presse bourgeoise battit en retraite, en parlant d'une «révolution échouée». Et quoique cette même presse, avec en tête celle des social-fascistes, accusèrent les leaders ouvriers, et surtout Petko Napetoff et Assen Boyadjieff, d'avoir eu peur et de s'être cachés, elle écrit aujourd'hui que Petko Napetoff a été le porte-drapeau d'un des groupes ayant démontré à Sofia.

Le procureur requiert la punition des accusés par application des §§ 6 et 7 de la loi de la Défense de l'Etat, pour propagande contre l'ordre étatique établi et excitation à la lutte de classe.

L'essence même du procès et de toute l'accusation, c'est la question de la guerre. Il s'agit de préparatifs de guerre et de la répression de la lutte contre ces préparatifs, par le moyen de l'anéantissement des organisations ouvrières de classe et de leurs leaders, pionniers de cette lutte. Le procureur, et toute la presse fasciste bourgeoise, font semblant de nier, par ordre du gouvernement, le danger de guerre et les préparatifs de guerre, et inculpent les accusés d'avoir agi en vertu d'ordres de Moscou et comme des communistes. Lors de l'interrogatoire et des plaidoyers, les accusés réussirent à empêcher l'écartement de la question de la guerre et relevèrent que c'est précisément le raffermissement de l'Union Soviétique qui pousse la bourgeoisie à accélérer et à amplifier ses préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique. Napetoff, qui changea le banc des accusés en une tribune d'accusation, déclara qu'en dépit de la loi sur la Défense de l'Etat, la partie consciente du prolétariat continuera à organiser les ouvriers pour la lutte contre la guerre, et en tout premier lieu contre la guerre anti-soviétique.

Le procès contre le Comité Anti-guerre à Sofia revêt une importance internationale encore plus grande en connexion avec les révélations sur le rôle de la Bulgarie dans le front anti-soviétique, révélations faites par les accusés eux-mêmes dans le procès à Berlin des faussaires de Tchervonetz. Ces révélations furent publiées dans la presse allemande tout-entière avec une exactitude parfaite. C'est ainsi que fut dévoilé le plan conçu et élaboré par les groupements capitalistes et politiques, avec en tête le roi du pétrole Deterding, de faire de la Bulgarie un point de départ et une base de couverture militaire pour la marche contre l'Union Soviétique. Pour ces fins, on a eu recours à la corruption des cercles gouvernants et officiels de Bulgarie au moyen de concessions et de participations à de grasses affaires, exploitant le cours officiel anti-bolchéviste. Il est impossible, a-

dit encore l'accusé Bell, au procès de Berlin, d'obtenir en Bulgarie ou dans un autre pays balkanique un succès politique quelconque sans gagner au préalable l'influence économique et l'appui des cercles compétents, des négociants, etc. C'est ainsi que les concessions y sont acquises. (La concession des cochons — voir la «Gazette de Cologne» du 10 janvier dernier.)

Ces mêmes accusés ont aussi parlé de leurs fournitures d'armes au gouvernement bulgare, avec l'excuse que ces armes étaient destinées à combattre les comitadjis en Bulgarie (lisez: à être employées contre le peuple travailleur en Bulgarie et contre l'Union Soviétique). Ils ont aussi parlé de l'affaire de la nomination du négociant de Nurnberg Riger comme consul bulgare, etc. La presse gauche indépendante a aussi rapporté la participation du wrangélien Karoumidzé, un des principaux faussaires, à l'attentat de la cathédrale de Sofia en avril 1925, et auquel un passeport diplomatique avait été délivré.

Il est utile de relever ici les liens de ces faits révélés avec l'importance et le but de la «concession des cochons» en Bulgarie.

Le contrat de la concession intitulée «Bulgarian Development Company Ltd.» a été conclue avec le gouvernement bulgare en 1926. D'après ce contrat, les concessionnaires devaient verser 1,250,000 de livres anglaises (800,000,000 de leva), et le gouvernement bulgare, 95,000,000 de leva. Ces conditions constituent une grasse affaire qui assure le monopole étranger non seulement des pores en Bulgarie, mais aussi de tous les produits de pores. Mais, ce n'est pas là qu'une affaire grasse, c'est aussi et surtout une affaire politique lourde de conséquences. Même le journal «Znamé» se voit forcé de reconnaître les liens existant entre la «concession des cochons» et le procès des faussaires de Tchervonetz à Berlin. Ce journal écrit textuellement: «Les tribulations de la concession des cochons donnent droit à la supposition que les révélations au procès des faussaires de Tchervonetz à Berlin correspondent à la vérité.» («Znamé» No. 13 du 16 janvier 1930). Le même numéro de ce journal constate également, que «la Bulgarie devait participer au pacte international contre l'Union Soviétique, et que c'est précisément pour cela que fut exigée la concession des cochons», et que «Selenoff (wrangélien russe, représentant en Bulgarie de la concession des cochons) n'était point un banquier, mais un simple commissionnaire», etc.

Il est bien aisé de comprendre pourquoi la concession des cochons a été défendue avec tant d'opiniâtreté par le ministre de l'Agriculture Christoff (qui a même publié une brochure à cet effet) et par les députés gouvernementaux. C'est que, sous la forme de concessions et de présents, on a poursuivi des plans de politique militaire (Bell!). Et même, lorsque, au dernier moment, le ministre Bobochevski, en présence du danger des révélations de Berlin, ordonnait la confiscation du dépôt de sûreté des concessionnaires, le ministre des Affaires Etrangères Bouroff et le premier-ministre Liaptcheff lui-même intervinrent, et ainsi, la concession des cochons n'a point été liquidée. Elle n'a pas été annulée malgré que les conditions préliminaires aient été tellement traînées en longueur, contrairement au contrat; car il s'agit d'importants projets politiques de guerre, liés à de grasses affaires.

La presse ouvrière bulgare a déjà rapporté en son temps que, d'après le contrat de la concession, la Bulgarie, à côté des obligations de favorisations économiques qu'elle a assumées, s'est aussi engagée à maintenir en bon état les chemins de fer et à faire entreprendre des travaux de dragage dans le port de Varna pour permettre aux grands bateaux l'entrée dans le port. Il est aujourd'hui définitivement prouvé que le maintien en bon état des chemins de fer et du port a pour but de transformer la ville de Varna en une base d'opérations de guerre contre l'Union Soviétique.

Le procès contre le Comité Anti-guerre à Sofia, en connexion avec les révélations au procès des faussaires de Tchervonetz à Berlin, prouve donc bien distinctement le danger aigu de guerre et les préparatifs accélérés pour la marche contre l'Union Soviétique. Les leaders et organisateurs de la guerre anti-soviétique sont les cercles économiques et politiques anglais et allemands, avec, à leur tête, le roi du pétrole Deterding.

Grâce à sa position géographique et politique, la Bulgarie devra servir de point de départ et de base pour les opérations de guerre contre l'Union Soviétique, et de couverture de dos.

Il en est résulté ainsi le procès contre le Comité Anti-guerre de Sofia et la nouvelle vague de procès politiques en masse, le renforcement continu de la terreur en Bul-

garie, avec, pour but, l'anéantissement de l'avant-garde du mouvement de classe des ouvriers dans le pays. Aussi, le devoir important du prolétariat international et balkanique est de porter plus d'attention et plus d'énergie à soutenir la lutte des ouvriers et paysans bulgares contre la dictature fasciste et pour le front international contre la guerre anti-soviétique.

D. Ivanoff

Protestations de l'opinion publique européenne

A Monsieur le Président du Tribunal Régional

Sofia

Cité comme témoin par la défense au procès contre le Comité Anti-guerre, je me permets de faire par la présente la déposition suivante:

1. D'après ma conviction, on peut effectivement et continuellement parler d'un danger de guerre tant que ne seront pas acquises des garanties internationales contre la guerre. Il existe en ce moment surtout un danger de guerre bien connu, issu des intérêts opposés de certains gouvernements et cercles, contre la Russie.

2. La lutte légale contre le danger de guerre est permise dans tous les pays réellement civilisés; mais elle est partout un début plein de mérite. La persécution des adversaires de la guerre est, pour un Etat moderne, une honte, et une sorte d'aveu de la puissance publique de favoriser des buts belliqueux.

A. Einstein

PS. Je vous transmets ci-inclus une lettre du ministre de la Guerre de la Finlande, pour montrer de quelle manière un pays de haute culture traite le problème du refus du service de guerre.

Présidence Tribunal Régional

Sofia

Les organisations de masse soussignées protestent contre le procès contre le Comité Anti-guerre et en exigent la suspension.

Ce procès est une preuve de l'entrée du gouvernement bulgare dans le front anti-soviétique, de sa participation aux préparatifs pour une intervention militaire.

Nous nous solidarisons avec les accusés et la lutte des ouvriers et paysans bulgares contre la guerre impérialiste, pour la défense de l'Union Soviétique.

Secours Rouge d'Allemagne, Weibel; Secours Ouvrier International, Schulze; Comité International Anti-fasciste, Lazari; Union des Amis de l'Union Soviétique, Beuthing; Union Rouge des femmes et jeunes filles, Overlach; Comité des prud'hommes révolutionnaires, Kasper.

Tribunal Régional, 4me Chambre

Sofia

Protestons contre procès ouvriers et intellectuels pour actions anti-guerre. Nous solidarisons avec leur action. Exigeons leur libération immédiate, amnistie sans conditions de tous les détenus politiques, et abolition de la loi de la Défense de l'Etat.

Union des Balkans libres:
Herwarth Walden, secrétaire

Le rapprochement serbo-bulgare

Le 14 février dernier ont été signés à Sofia, par les représentants des gouvernements serbe et bulgare, une Convention relative à la liquidation des biens situés des deux côtés de la frontière serbo-bulgare, et une seconde Convention relative au maintien «de l'ordre et de la sécurité» sur cette même frontière.

Les deux Conférences de Pirot n'avaient pu, en son temps, résoudre ces questions, les délégués bulgares ayant refusé d'accepter les propositions serbes. Aussi, le gouvernement serbe n'a pas voulu ratifier les accords de Pirot avant que ces deux questions, essentielles pour lui, ne fussent elles aussi résolues. Depuis, les incidents sanglants mis en scène par les autorités serbes à la frontière serbo-bulgare, la pression sur Sofia exercée par Londres et Paris, et l'ébranlement plus violent encore de la position intérieure du gouvernement bulgare ont obligé ce dernier à capituler devant les prétentions serbes. Et c'est ainsi que fut organisée la Conférence serbo-bulgare de Sofia, qui a siégé pendant trois mois et qui a arrêté les deux Conventions ci-haut indiquées.

La question des biens situés des deux côtés de la frontière a été résolue comme suit: jusqu'au 1er mai de l'année en cours, les propriétaires auront le droit de liquider eux-mêmes

leurs propriétés; après cette date, cinq Commissions mixtes seront chargées de liquider les biens encore restants.

La seconde question, celle «de l'ordre et de la sécurité» sur la frontière serbo-bulgare, a été résolue en ce sens que des mesures spéciales ont été prévues pour créer et maintenir des liaisons étroites d'aide réciproque. En cas d'incidents, une Commission mixte aura à procéder à la recherche des responsabilités.

Il n'est pas difficile de concevoir quel sera le résultat immédiat de ces mesures prévues pour la solution des deux questions. La population des deux côtés de la frontière, dépouillée de ses biens situés dans le pays voisin sans être compensée par d'autres se trouvant près de son foyer, terrorisée par les bandes illégales des deux pays, terrorisée surtout par les autorités serbes qui continueront à mettre en scène artificiellement des incidents répétés pour la forcer à quitter la zone-frontière, cette population traquée et ruinée se verra obligée d'abandonner son foyer et de se retirer à l'intérieur du pays. Ainsi sera effectivement réalisée la monstrueuse demande de Belgrade de la création d'une «zone morte». Et les territoires bulgares tout proches de la frontière serbe, les départements de Pétritch et de Kustendil, d'où les revanchards bulgare-macédoniens envoient leurs bandes commettre des attentats en Macédoine sous le joug serbe, seront ouvertes à la merci des autorités serbes de la frontière.

Mais ce n'est pas que par ces raisons que la presse et les représentants de la dictature serbe sont si satisfaits de ces Conventions. A Belgrade et à Sofia on parle déjà tout ouvertement de fondements pour un rapprochement beaucoup plus large entre les deux pays. Encerclée au nord et à l'ouest par les amis-satellites de l'Italie, Belgrade voudrait bien ce rapprochement avec la Bulgarie afin de consolider et garantir sa puissance dans les Balkans. C'est dans ce sens que sont dirigés surtout les efforts de l'impérialisme français qui, par la constitution de ce bloc bulgare-serbe, vise à atteindre la diminution de l'influence italienne aux Balkans. Un proche avenir nous montrera de quel côté se tourneront les gouvernants bulgares, dont la politique extérieure oscille entre Belgrade et Rome. Une fois cependant cette alliance bulgare-serbe réalisée, qui, en tout cas, ne pourra être que de bien courte durée, étant donné que l'hégémonie serbe et le revanchisme bulgare sont inconciliables — elle présentera un double danger: d'une part, les fascismes serbe et bulgare, s'aidant réciproquement pour essayer de se maintenir au pouvoir, renforceront plus encore la terreur qu'ils exercent aujourd'hui sur les populations opprimées et subjuguées dans les deux pays, et, d'autre part, poussés et soutenus par les impérialismes anglais et français, ils essaieront de jeter ces populations, au moment donné, dans l'abattoir contre les paysans et ouvriers russes.

Les populations opprimées et subjuguées des Balkans, chair à canon pour ces projets et pourparlers, ayant déjà maintes fois ressenti au vif l'horreur de telles alliances, comprennent aujourd'hui fort bien le véritable sens du soi-disant Locarno Balkanique en préparation. A ce projet de rapprochement fasciste, ils répondent par la lutte plus énergique encore pour l'érection de la Fédération des Libres Républiques Balkaniques, Fédération qui mettra fin à l'oppression et au joug et qui réalisera la paix et la fraternité dans les Balkans.

Tcherneff

Vénizélos continue son rôle néfaste

Le gouvernement du «démocrate» Vénizélos n'est pas clément envers les classes laborieuses. Depuis son avènement au pouvoir, il s'évertue, entre autre, à rendre impossible l'instruction universitaire aux étudiants pauvres. Dans ce but, le gouvernement et le Rectorat ont fait usage de tous les moyens: continuuelles élévations des droits d'inscription et d'écolage; augmentation des prix des livres; limitation des inscriptions, surtout dans la Faculté de médecine, etc.

Dernièrement, ils ont voulu couronner ces mesures, en défendant aux étudiants de travailler pour gagner leur vie, ce qui met tous les étudiants pauvres dans l'impossibilité de continuer leurs études.

Les protestations des étudiants d'Athènes n'ayant pas été prises en considération par le gouvernement et le Rectorat, ils ont proclamé la grève, vigoureusement soutenus par leurs camarades de Salonique.

Ils ont tenu une réunion de protestation au théâtre Trianon. Ils étaient venus si nombreux que beaucoup d'entre eux n'ont pu pénétrer dans la salle. Après la réunion, une délégation d'étudiants a été chargée de porter la résolution du meeting au Président du Conseil. Mais M. Vénizélos s'est enfui de la Présidence du Conseil. Et il a fait répondre par les matraques et les armes à feu de la gendarmerie aux justes demandes des étudiants.

Le Comité de lutte a voulu adresser un télégramme de protestation à Einstein, mais la Direction des Postes a refusé d'accepter ce télégramme. Il a alors, le 14 déc. 1929, adressé l'Appel suivant :

Les Etudiants d'Athènes

à tous les Etudiants du monde, à tout homme libre et civilisé, à tous les hommes de science:

Depuis 20 jours, nous menons une dure lutte contre les mesures réactionnaires du Gouvernement et du Rectorat, qui tendent à exclure de l'Université tous les étudiants provenant des classes laborieuses, et à rendre l'éducation supérieure privilège de la classe riche.

Toutes les forces armées sont jetées contre nous. Il y eut, jusque maintenant, un grand nombre de blessés.

L'Université est occupée par l'armée. Les prisons sont pleines d'étudiants. Vingt de nos camarades ont proclamé une grève de la faim; ils sont au seuil de la mort.

La Direction des Télégraphes refusa d'accepter notre télégramme de protestation à Einstein.

Etudiants de tous les pays, nous, 6000 étudiants d'Athènes, menons la lutte la plus juste! Nous la mènerons jusqu'à la fin!

Protestez contre la réaction du gouvernement vénizéliste!

Demandez à tout homme libre et honnête, de se trouver à nos côtés!

Aidez-nous à sauver de la mort nos camarades emprisonnés!

Pour le Comité de lutte:

Chiocas, Christakis, Anastassiades, Darakis, Milolidakis

Les étudiants grecs mènent une lutte vraiment dure. «Des bagarres éclatent quotidiennement entre nous et la Police», écrivent-ils à leurs camarades de l'étranger.

Après vingt-et-un jours de grève de la faim des vingt étudiants, le gouvernement s'est vu obligé de les libérer, — mais pour en arrêter d'autres un peu plus tard.

Des protestations ont été envoyées au ministère de l'Instruction Publique d'Athènes et aux Légations helléniques, par les organisations d'étudiants de divers pays, notamment par la Fédération Internationale des Etudiants de Paris, par l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, par le Secours Rouge, etc.

Presque toute la presse de gauche a soutenu les revendications des étudiants d'Athènes et s'est fait l'interprète de leur protestation.

Le «démocrate» Vénizélos, après s'être fait l'oppressé des masses travailleuses, continue son sinistre rôle, en brimant les étudiants, fils de ces mêmes classes.

B. Rilsky

Le XIIIe Congrès de l'Association „Dobroudja“

Depuis le coup d'Etat fasciste en Bulgarie, les masses des réfugiés dobroudjanais y mènent une âpre lutte contre le verkhovisme. Au cours de cette lutte, les agents du verkhovisme ont été démasqués; on a vu combien ils étaient les vils instruments du fascisme gouvernemental et de l'impérialisme international; on a vu qu'ils n'étaient que des vendus se jouant des souffrances de la population dobroudjanaise opprimée; on a vu, enfin, qu'ils n'étaient que des terroristes armés constituant la fameuse ORID (Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise), cette bande d'assassins qui, par de nombreuses provocations en Dobroudja, a fait couler à flots le sang des Dobroudjanais.

Le seul moyen par lequel le verkhovisme fasciste continue encore à se maintenir, c'est le concours tout-ouvert du pouvoir bulgare. C'est à l'aide de la police bulgare qu'il réussit à accaparer la direction de quelques groupes locaux, pour travailler à la démoralisation du mouvement dobroudjanais.

Le XIIIe Congrès de l'Association «Dobroudja», qui a eu lieu les 8, 9 et 10 novembre dernier à Razgrad, avait été préparé dans une bien lourde atmosphère. Il avait été convoqué au moment même où de nombreuses Associations locales avaient cessé leurs liens avec le Comité Exécutif usurpateur et où les Comités locaux de direction, à Sofia et ailleurs, avaient été violemment blâmés.

Le Comité Exécutif policier, soutenu tout ouvertement par les sbires du gouvernement bulgare, a réussi à assurer sa majorité. A Roussé, les 8 délégués qui devaient être élus par plus de 1000 émigrés, ont été nommés en fait par trente-huit émigrés instruments du Comité Exécutif; à Varna, onze délégués ont été nommés par 58 émigrés; à Sofia, la délégation

dument élue et à la tête de laquelle se trouvait le Dr. Vitcheff, n'a pas été admise au Congrès: le Comité Exécutif a lui-même nommé une «délégation».

Le XIIIe Congrès de l'Association avait porté de 25 à 45 le nombre des membres du Conseil Supérieur, afin de pouvoir augmenter le nombre de ses représentants d'office au Congrès. A ce XIIIe Congrès, le Comité Exécutif s'était assuré aussi une large aide de la part de la police bulgare et des bandes armées de l'ORID.

Les masses des réfugiés dobroudjanais avaient cru que le Congrès de Razgrad liquiderait le verkhovisme fasciste, en plaçant le mouvement dobroudjanais sur sa voie naturelle tracée par l'Assemblée Générale Dobroudjanaise — sur la voie du mouvement national-révolutionnaire émancipé, en front uni avec les masses nationalement et socialement opprimées en Dobroudja et dans tous les Balkans, et menant la lutte révolutionnaire de masse pour une Dobroudja libre et indépendante et pour une Fédération Balkanique. Le porte-parole de ces mots d'ordre, de la population dobroudjanaise, des réfugiés dobroudjanais et de la majorité des délégués était le Dr. Vitcheff, le fondateur du mouvement dobroudjanais en Bulgarie. La réception chaleureuse faite à Razgrad à la délégation de Sofia et l'enthousiasme avec lequel les délégués ont applaudi au discours du Dr. Vitcheff parlant au nom de la Ligue Antiimpérialiste Mondiale, ont provoqué de la panique dans les rangs des usurpateurs du Comité Exécutif. Et ils ont fait arrêter, maltraiter et expulser de Razgrad, par la police bulgare, la délégation de Sofia. La majorité des délégués au Congrès, indignée, a quitté la séance; mais, craignant de ne rester seuls dans la salle, les usurpateurs du Comité Exécutif ont fait garder les routes de sortie par leurs bandes armées et ont ainsi obligé ces délégués à rentrer à Razgrad, au Congrès.

Ce pseudo-Congrès, qui a donné lieu à des protestations même dans la presse bourgeoise bulgare, a voté des «Résolutions»: le mouvement dobroudjanais a été de nouveau soumis à la tutelle du pouvoir bulgare, à la tutelle de la Société des Nations; de nouvelles tentatives ont été faites pour diriger le mouvement dobroudjanais contre la patrie des ouvriers, contre l'unique défenseur des peuples opprimés: l'Union Soviétique. Les souffrances de la population dobroudjanaise et des réfugiés ont de nouveau servi d'objet d'exploitation éhontée.

Mais toutes ces machinations, toute la terreur policière, n'ont pu arrêter la lutte des réfugiés dobroudjanais. Au Congrès de Razgrad, le verkhovisme et le social-fascisme ont été délarvés. Ce Congrès a été un nouveau stimulant pour la lutte des Dobroudjanais: il a montré, et ce même aux plus fidèles amis de l'opportunisme, qu'on ne peut nullement vaincre par des compromis et de la diplomatie. Le front uni des militants résolus des masses dobroudjanaises s'est raffermi. Le Comité Central Dobroudjanais d'Action a été élu et a immédiatement engagé une lutte ouverte et énergique contre le verkhovisme dans le mouvement dobroudjanais.

K. Ilieff

Résolution du Secours Rouge Allemand sur la situation en Macédoine

Pour la libération de la Macédoine!
Pour la Fédération des Libres Peuples Balkaniques!

Les souffrances qu'endure le peuple macédonien sous son triple joug serbe, bulgare et grec maintiennent en haleine l'opinion progressive de l'Europe humanitaire et augmentent de jour en jour le nombre de ceux qui considèrent de leur devoir de contribuer, par leurs efforts, à accélérer la cessation de ce martyre de tout un peuple. La juste cause du peuple macédonien gagne de jour en jour du terrain.

Un des amis les plus éprouvés et les plus actifs du peuple macédonien, le Secours Rouge, Allemand, a proclamé à son III. Congrès Général une Résolution qui a été publiée par de nombreux journaux allemands et étrangers. Nous présentons ici cette Résolution à nos lecteurs, en adressant au Secours Rouge Allemand l'expression émue de notre profonde gratitude pour son noble geste.

Le III. Congrès Général du Secours Rouge Allemand accueille le cri de détresse du peuple macédonien contre son extermination, pour le relancer amplifié.

Par les traités dits de paix, la Macédoine a été écartelée en trois parties. Sous les dominations serbe, grec et bulgare, le peuple macédonien est massacré, exterminé.

Sous le joug serbe, les Macédoniens sont assassinés d'après une liste noire dressée à l'avance. En 1928, 300 Macédoniens ont été assassinés en Yougoslavie. Des centaines, à la

suite de procès politiques de terreur, ont été jetés dans les prisons, pour y périr d'une mort lente et horrible. Neuf condamnations à mort furent prononcées. La découverte d'assassinats dans les villages macédoniens est un phénomène quotidien. Des arrestations en masse sont à l'ordre du jour. Les arrêtés sont soumis à de féroces tortures. Les hommes politiques désagréables à la dictature disparaissent sans traces, comme par exemple l'instituteur éminent et combattant macédonien d'avant-garde *Panko Brachnaroff*. Les biens des détenus politiques accusés de «haute trahison» sont tout simplement confisqués. Toutes les écoles et autres institutions culturelles macédoniennes sont fermées. Les paysans macédoniens sont dépouillés de leurs terres.

Dans les contrées macédoniennes se trouvant sous la domination grecque, les détachements fascistes du capitaine *Stefan* terrorisent la population laborieuse. Des condamnations à mort sont prononcées, des Macédoniens sont déportés en masse aux îles arides de la mer Egée. La population macédonienne est chassée de ses foyers, après être dépouillée de ses terres et de ses biens. Des écoles macédoniennes et autres institutions culturelles sont fermées. Tout Macédonien parlant sa langue maternelle, est persécuté. *On a percé avec des aiguilles la lan-*

gue des enfants Macédoniens qui ne pouvaient pas parler le grec.

En Macédoine sous la dictature bulgare, l'organisation fasciste macédonienne joue le rôle de bourreau. Des combattants pour l'indépendance et l'unité de la Macédoine et la Fédération des Libres Républiques Balkaniques sont quotidiennement assassinés. Depuis l'existence de la dictature fasciste en Bulgarie, plus de 1200 nationaux-révolutionnaires macédoniens ont été tués. Les émigrés macédoniens réfugiés en Bulgarie de différentes contrées macédoniennes, subissent une indicible terreur.

Nous exigeons:

Droits et libertés pleins et entiers, politiques, culturels et nationaux pour les Macédoniens dans tous les pays.

Suppression de leur situation d'exception. Cessation de toutes les mesures d'expulsion. Pleine et entière amnistie pour les détenus nationaux-révolutionnaires et politiques. Aide et secours aux réfugiés souffrant de la misère. Retour en Macédoine des émigrés et réfugiés.

Nous appuyons la lutte du peuple macédonien pour sa libération nationale, pour la Fédération des Libres Pays Balkaniques.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia und die Kriegsgefahr

Vor dem Sofioter Kreisgericht findet gegenwärtig der Prozeß gegen das *Antikriegskomitee*, im Zusammenhang mit der internationalen Antikriegsaktion vom 1. August 1929, statt. Die Regierung verschob absichtlich diesen Prozeß bis heute, obwohl sich die Angeklagten seit mehr als 6 Monaten im Gefängnis befinden. Gerade jetzt, in der Zeit, in der die internationale antisowjetische Hetzkampagne und die Aufhetzung zum Kriege gegen die Sowjetunion in allen Ländern ihren Höhepunkt erreichen, hat *Liaptscheff* den Augenblick als den geeignetsten gefunden, um durch diesen Prozeß die Einreihung Bulgariens in der internationalen Antisowjetfront zu demonstrieren. Andererseits zeigt der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia, im Zusammenhang mit dem Prozeß gegen die *Tscherwonzenfälscher* in Berlin — den Enthüllungen über die Rolle Bulgariens im Krieg gegen die Sowjetunion — auf die große und wirkliche Kriegsgefahr, vor allem auf die Gefahr vom Krieg gegen die Sowjetunion.

Die Angeklagten, insgesamt zehn Mann, sind Vertreter der legalen Klassenorganisationen des Landes im Antikriegskomitee. Es sind dies: *Petko Napetoff* (Sekretär der bulgarischen Arbeiterpartei), *Assen Bojadtschieff* (Sekretär der bulgarischen Unabhängigen Gewerkschaften und Redakteur ihres Organs «*Edinstwo*»), *Sotir Borissoff* (Redakteur des Organs der Arbeiterpartei «*Rabotnitschesko Delo*»), *Ganka Matewa* (Redakteurin der Frauenzeitung «*Rabotnitschk*»), *Georgi Jordanoff* (Redakteur der Jugendzeitung «*Mladeschka Duma*»), *Nikola W. Lankoff* (Redakteur der Zeitung «*Amnestie*»), *Petko Stoeff*, *Chr. Iw. Weltscheff*, *Mintscho P. Telbisoff*, *Wassil Beschmirski*. Die Anklage baut sich auf den Aufsätzen auf, die sie verfaßt, und die Aufrufe, die sie am 1. August 1929 verbreitet haben. Es ist bekannt, daß trotz der Wutkampagne der ganzen bulgarischen faschistischen Presse, trotz der Verbote, der Polizeimaßnahmen und der Blockierung der Straßen durch Polizei und Militär, die Arbeiterschaft in Sofia und in der Provinz ihren Protest durch Demonstrationen, im Kampfe gegen die Polizei, zum Ausdruck brachte. Daraufhin folgten Massenverhaftungen, Ueberfälle auf die Arbeiterklubs und deren Schließung, Enthauptung der legalen Klassenbewegung. Nach dem 1. August trat die bürgerliche Presse den Rückzug an: sie redete von einer «mißglückten Revolution». Und obwohl dieselbe Presse, an der Spitze mit den Sozialfaschisten, die Führer der Angst und Versteckung beschuldigte, besonders die ersten zwei der obengenannten, schreibt jetzt dieselbe Presse, daß *Petko Napetoff* der Fahnenträger einer der demonstrierenden Gruppen in Sofia gewesen ist.

Der Staatsanwalt beantragt die Bestrafung der Angeklagten auf Grund der §§ 6 und 7 des Staatsschutzgesetzes infolge Propaganda gegen die bestehende Staatsordnung und Aufhetzung zum Klassenhaß.

Das Wesen des Prozesses und der ganzen Anklage ist

die Kriegsfrage. Es handelt sich hier um Kriegsvorbereitung und Niederdrückung des Kampfes gegen die Kriegsvorbereitung, durch Vernichtung der Klassenorganisationen der Arbeiterschaft und ihrer Führer, die Träger und Leiter dieses Kampfes sind. Der Staatsanwalt und die ganze bürgerlich-faschistische Presse, auf Geheiß der Regierung, lehnen scheinbar die Kriegsgefahr und die Kriegsvorbereitung ab und beschuldigen die Angeklagten, daß sie «auf Befehl von Moskau» und als Kommunisten gehandelt haben. Die Angeklagten konnten bei der Vernehmung und der Verteidigung die Verschiebung der Kriegsfrage verhindern und wiesen darauf hin, daß gerade die Befestigung der Sowjetunion die Bourgeoisie zur Beschleunigung und Entfaltung der Kriegsvorbereitung gegen die Sowjetunion zwingt. Trotz des Staatsschutzgesetzes, erklärte *Napetoff*, der die Angeklagtenbank in eine Anklagetribüne verwandelte, wird die Arbeiterpartei und der klassenbewußteste Teil des Proletariats auch weiter die Arbeiterschaft zum Antikriegskampfe, und vor allem zum Kampfe gegen den Antisowjetkrieg aufrufen.

Der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia gewinnt eine noch größere internationale Bedeutung im Zusammenhang mit den Enthüllungen über die Rolle Bulgariens im Aufmarsch gegen die Sowjetunion, Enthüllungen, die von den Angeklagten selbst im berühmten *Tscherwonzenfälscherprozeß* in Berlin gemacht wurden. Diese Enthüllungen wurden in der ganzen deutschen Presse mit unwiderlegbarer Richtigkeit veröffentlicht. So wurde der Plan der interessierten internationalen kapitalistischen und politischen Gruppierungen, an der Spitze mit dem Petroleumkönig *Deterding*, zur Verwandlung Bulgariens in *einen Ausgangspunkt und militärische Rückbasis im Aufmarsch gegen die Sowjetunion* enthüllt. Zu diesem Zwecke hat man sich der *Bestechung der regierenden und offiziellen Kreise in Bulgarien* unter der *Form von Konzessionen* und Teilnahme an Geschäften bedient, indem der offizielle antibolschewistische Kurs ausgenutzt wurde. Es ist unmöglich, sagt weiter der Angeklagte *Bell* im Berliner Prozeß, daß in Bulgarien und auf dem übrigen Balkan ein politischer Erfolg erzielt wird, ohne den wirtschaftlichen Einfluß und die Unterstützung der maßgebenden Kreise, Kaufleute usw., zu gewinnen. So werden dort Konzessionen erworben! (Die Schweine-Konzession! Siehe «*Kölnische Zeitung*» vom 10. Jänner d. J.)

Dieselben Angeklagten sprechen ebenfalls von ihren Waffengeschäften auch mit der bulgarischen Regierung, unter dem «entschuldigenden Vorwand», daß diese Waffen für «den Kampf gegen die Komitadschis in Bulgarien» (versteh: gegen das arbeitende Volk Bulgariens und auch für den Aufmarsch gegen die Sowjetunion) ausgenutzt werden; sie sprechen von der Affaire der Ernennung zum bulgarischen Handelskonsul des Nürnberger Kaufmannes *Riger*, usw. Die linke unabhängige Presse berichtete auch über die Teilnahme *Karumidzes*, eines

Weißgardisten, eines Hauptfälschers, im Attentat in der Sofioter Kathedrale im April 1925 und über die Ausstellung eines diplomatischen Reisepasses an ihn...

Hier ist die gegebene Stelle, um diese Enthüllungen mit der Bedeutung und der Bestimmung der sogenannten «Schweine-Konzession» in Bulgarien zu verbinden.

Die Konzession unter dem Namen «Bulgarian Development Company Ltd.» wurde mit der bulgarischen Regierung im Jahre 1926 abgeschlossen. Nach dem Vertrag sollten die Konzessionäre 1.250.000 Pfundsterling (gleich 840.000.000 Lewa) und die bulgarische Regierung 95.000.000 Lewa einzahlen. Von sich aus, stellen die Konzessionsbedingungen ein fettes Geschäft dar, durch das das ausländische Monopol nicht nur über die Schweine, sondern über alle Schweineproduktenerzeugnisse der Landwirtschaft in Bulgarien gesichert wird. Die Frage ist aber die, daß dies nicht nur ein Geschäft ist, sondern auch und vor allem ein schicksalschweres *politisches Geschäft*. Sogar die Zeitung «Zname» ist gezwungen, die Verbindung zwischen der Schweine-Konzession und dem Prozeß gegen die Tschervonzenfälscher in Berlin zuzugeben. So schreibt «Zname» wörtlich: «Aus den Wandergängen, die die Schweine-Konzession machte, ergibt sich die Annahme, daß die Enthüllungen im Berliner Tschervonzenfälscherprozeß den Tatsachen entsprechen.» («Zname», Nr. 13, vom 16. Jänner 1930.) In derselben Nummer dieses Blattes wird auch festgestellt, daß Bulgarien an dem internationalen Vertrag gegen die Sowjetunion beteiligt werden sollte und «gerade deshalb die Schweine-Konzession verlangt wurde», daß «nach den Erkundigungen *Selenoff* (russischer Weißgardist, Vertreter der Schweine-Konzession in Bulgarien) kein Bankier, sondern ein gewöhnlicher Kommissionär» sei usw.

Es ist ganz begreiflich, warum die Schweine-Konzession so hartnäckig vom Minister der Landwirtschaft *Christoff* (der auch eine Broschüre darüber verfaßt hat!) und von den Regierungsabgeordneten verteidigt wurde. Weil unter der Form von Konzessionen und Geschenken militär-politische Pläne (*Bell!*) durchgeführt werden. Sogar im letzten Augenblick, vor der Gefahr der Enthüllungen in Berlin, als der Minister *Boboschewski* vorbeugen wollte und die Beschlagnahme der Sicherheitsunterlage der Konzessionäre verordnete, wurde dank der Einnischung und der Aufruhr unter den Regierungsflügeln, dank der Einnischung vom Außenminister *Buroff* selbst, der in Paris weilte, und von *Liaptschew* persönlich die Affaire mit der Schweine-Konzession auch bis zum heutigen Tage nicht liquidiert. Sie wurde trotz vertragswidriger Verschleppung der Erfüllung der Vorbedingungen nicht annulliert, weil es sich hier um hohe politische Kriegspläne, verbunden mit fetten Geschäften, handelte.

Die bulgarische Arbeiterpresse hat schon seinerzeit berichtet, daß, nach dem Konzessionsvertrag nebst der wirtschaftlichen Begünstigungen — Monopol — Bulgarien auch verpflichtet ist, die Eisenbahnlinien in bester Ordnung zu halten, den Zugang zum Hafen Warna (nach § 9 des Vertrages) durch Aufrechterhaltung der Wassertiefe für die größeren Schiffe zu ermöglichen. Jetzt wird ganz klar und erwiesen, daß es sich hier um Aufrechterhaltung der Eisenbahnen und des Hafens in Anbetracht *kriegsstrategischer Ziele und der Umwandlung der Stadt Warna in eine Kriegsoperationsbasis gegen die Sowjetunion* handelt.

Der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia im Zusammenhang mit den Enthüllungen im Prozeß gegen die Tschervonzenfälscher in Berlin spricht also in einer deutlichen Sprache über die akute Kriegsgefahr und die *beschleunigte Vorbereitung zum Aufbruch gegen Sowjetrußland*. Die Leiter und Organisatoren des antisowjetischen Aufmarsches sind eng-

liche und deutsche leitende wirtschaftliche und politische Kreise, an der Spitze mit dem Petroleumkonzern *Deterdings*.

Dank seiner geographischen und politischen Lage ist Bulgarien zum Ausgangspunkt und Kriegsbasis und Rückdeckung im antisowjetischen Aufmarsch bestimmt worden.

Hieraus kommt auch der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia und die neue Welle politischer Massenprozesse, der ununterbrochen zunehmende Terror in Bulgarien, womit die Enthauptung und die Vernichtung der Avantgarde der Klassenbewegung der Arbeiterschaft im Lande verfolgt wird. Deshalb lautet die wichtige Aufgabe des internationalen und Balkanproletariats: mehr Aufmerksamkeit und Energie bei der Unterstützung des Kampfes der bulgarischen Arbeiter und Bauern gegen die faschistische Diktatur, und der internationalen Front gegen den Antisowjetkrieg.

D. Iwanoff

Protest der öffentlichen Meinung Europas

An den Herrn Vorsitzenden des Kreisgerichtes, Sofia

Da ich von den Angeklagten in dem Prozeß des Antikriegskomitee als Zeuge vorgeschlagen worden bin, möchte ich mir erlauben, hiemit auf schriftlichem Wege folgende Aussage zu machen:

1. Nach meiner Ueberzeugung kann tatsächlich beständig von einer Kriegsgefahr gesprochen werden, solange keine internationalen Garantien gegen den Krieg erkämpft sind. Im besonderen gibt es gegenwärtig bekanntlich eine Kriegsgefahr, welche in gegensätzlichen Interessen gewisser Regierungen und Kreise gegen Rußland ihren Ursprung hat.
2. Der legale Kampf gegen die Kriegsgefahr ist in allen wirklichen Kulturländern gestattet, überall aber ein verdienstliches Beginnen. Verfolgung von Kriegsgegnern ist für einen modernen Staat eine Schande und eine Art Geständnis der öffentlichen Gewalt, kriegerische Ziele zu begünstigen.

A. Einstein

P. S. Ich sende hier ein Schreiben des Kriegsministers von Finnland mit, um zu zeigen, wie sich ein kulturell hochstehendes Land in vorbildlicher Weise mit dem Problem der Kriegsdienstverweigerung auseinandersetzt.

An den Herrn Vorsitzenden des Kreisgerichtes, Sofia

Unterzeichnete Massenorganisationen protestieren gegen den Prozeß gegen Antikriegskomitee und fordern Einstellung des Verfahrens.

Der Prozeß ist ein Beweis für die Einreihung bulgarischer Regierung in Antisowjetfront, für ihre Teilnahme an den Vorbereitungen einer militärischen Intervention.

Wir solidarisieren uns mit den Angeklagten und dem Kampf der bulgarischen Arbeiter und Bauern gegen den imperialistischen Krieg, für den Schutz der Sowjetunion!

Rote Hilfe Deutschlands, Weibel; Internationale Arbeiter-Hilfe, Schulze; Internationale Antifaschisten-Komitee, Lazari; Bund der Freunde der Sowjet-Union, Beuthing; Rote Frauen- und Mädchenbund, Overlach; Revolutionärer Betriebsräteaus-schuß, Kasper.

Kreisgericht, IV. Kammer

Sofia

Protestieren gegen Prozeß Arbeiter Intellektuelle wegen Antikriegsaktionen stop Solidarisieren uns ihrer Aktion stop Fordern Freilassung unbedingte Amnestie aller politischen Gefangenen stop Abschaffung des Staatsschutzgesetzes.

Berlin, 19. II. 30.

**Bund Freier Balkan
Herwarth Walden, Sekretär**

Politische Uebersicht

Das bulgarisch-jugoslawische Uebereinkommen.

Die bulgarisch-jugoslawischen Verhandlungen, welche vor längerer Zeit begonnen hatten, haben anfangs Februar mit der Unterschrift eines Protokolles ihren Abschluß gefunden, und dieses Resultat wurde mit überschwenglichen Uebertreibungen von den offiziellen Zeitungen in Belgrad und in Sofia gefeiert.

Die beiden Regierungen bekunden in diesem Protokoll ihren Wunsch, eine Aera des Vertrauens und der Freundschaft zu betreten. Man wird die Liquidierung der doppel-seitigen Besitze vornehmen, ohne jedoch die Besitzer zur Emigration zu treiben. Die beiden Regierungen werden die direkte Verständigung zwischen den doppel-seitigen Besitzern fördern. Nach dem 1. Mai werden die eigentlichen Liquidierungsaktionen beginnen, und zwar insbesondere durch Austausch der doppel-seitigen Besitze entweder unter sich oder gegen Staatsgüter. Es wurden fünf gemischte Kom-

missionen für die verschiedenen Abschnitte und eine gemischte Zentralkommission ernannt. Für die Ordnung und die Sicherheit an der Grenze verpflichtete sich jede der beiden Regierungen, angebrachte Maßnahmen zu treffen und ihre respektiven Grenzbehörden aufzufordern, mit den Grenzbehörden der anderen Seite gute Beziehungen zu unterhalten, und man würde sich diesbezüglich an der dem Sofioter Protokoll vorangegangenen Piroter Vereinbarung halten. Eine dauernde gemischte Kommission werde die eventuellen Konflikte zu regeln haben. Zum Schlusse betonten noch die beiden diplomatischen Delegationen den Geist der Freundschaft und der Aufrichtigkeit, welcher, sagten sie, ihre Arbeiten ständig geführt hat.

Man begreift nicht, warum die Presse des Generals Jivkovic und diejenige des Herrn Liaptschew so viel Begeisterung an den Tag legen, und man fragt sich, ob dies ihnen nicht durch innenpolitische Erwägungen diktiert ist.

Es ist wahr, daß eine leichte Annäherung stattgefunden hat. Manche unaufhörliche Reibungsgründe zwischen Bulgarien und Jugoslawien sind entfernt worden. Bulgarien hat die Notwendigkeit einer vorläufigen Entspannung gefühlt, da seine wirtschaftliche Lage eine schwierige ist, wie übrigens diejenigen der anderen Balkanländer. Jugoslawien fürchtet seinerseits mehr als je die Einkreisung, in welche der italienische Faschismus es einschließen will, und zeigt sich daher für den Augenblick weniger anspruchsvoll gegenüber Bulgarien.

Die ernstesten Reibungsgründe bestehen aber immer noch zwischen den beiden Staaten. Wenn auch der bulgarische Imperialismus sich gezwungen sieht Stillschweigen zu beobachten, da er nicht über die Mittel verfügt sich auszudrücken, so hat er keineswegs auf die dominierende Stellung verzichtet, die er ehemals in Südosteuropa zu erringen trachtete und auch fast erreicht hatte. Der jugoslawische Imperialismus seinerseits, der sich in den letzten Jahren stark entwickelt hat, der von gewissen Großmächten unterstützt ist und den die Kleine Entente deckt, begnügt sich auch nicht mit den Grenzen des jetzigen Staates, auf welchem er herrscht. Mazedonien ist ein ständiger Zwistigkeitsentfacher zwischen den beiden Mächten, die in gleichem Maße danach trachten, es ganz zu besitzen. Deswegen, und auch aus anderen triftigen Konfliktgründen, wie die Nebenbuhlerschaften der beiderseitigen Militarismen und Dynastien, ist man geneigt, diesem Sofioter Protokoll eine begrenzte und zerbrechliche Bedeutung beizumessen.

Zankoff und Liaptscheff

Während diese Vereinbarung zustande kam, waren zwischen den aufeinanderfolgenden Chefs der bulgarischen Diktatur, Zankoff und Liaptscheff, auch «Verhandlungen» in Gang. Sie erreichten das Maximum ihrer Zuspitzung nach den Wahlen, die der Regierung 60% der Stimmen abgaben, was sehr wenig ist, wenn man die Druckmittel, die sie anwendete, bedenkt.

Man weiß, daß schon seit langer Zeit die Beziehungen zwischen Zankoff und Liaptscheff schlechte waren. Der erstere, der mit der Beihilfe aller Führer der Reaktion Stamboliisky stürzte, wäre gerne an der Macht geblieben. Er wurde durch eine Palastrevolution beiseite geschoben, und man hat behauptet, daß England daran nicht ganz unschuldig war. Zankoff verzehnte es nicht Liaptscheff, ihm von der Führung der Regierung entfernt zu haben. Zum Kammerpräsidenten ernannt, suchte er mit allen Mitteln den Ministerpräsidenten zu schwächen. Er hat darin nicht viel Glück gehabt, er provozierte aber manche Teilkrisen in der Regierung. Zankoff und Liaptscheff haben sich auch mit gleichem Eifer bemüht, jeder für sich die mazedonischen Chefs zu gewinnen — d. h. die faschistischen mazedonischen Chefs. Beide machten Miene, eine Annäherung mit Jugoslawien zu wünschen. Als sie aber, in den letzten Tagen, eine Versöhnung und die Fusionierung ihrer Kräfte in einem neuen Kabinett in Betracht zogen, erkannten sie die Unmöglichkeit einer Verständigung. Zankoff wollte die vollständige Umgestaltung der Regierung, um die Majorität an sich zu reißen. Liaptscheff verteidigte seine Stellung. Worauf alles in Brüche ging. Und dieser Bruch hat die jetzige Regierung geschwächt; ihre Lage, wie es die letzten Wahlen beweisen, ist weit entfernt, glänzend zu sein.

Dieser Bruch wird aber auch andere Konsequenzen haben: er wird die blutigen Kämpfe der beiden mazedonischen faschistischen Klans, der zankofffreundlichen Protogrewisten und der liaptschefffreundlichen Mikhaillowisten, noch grimmiger gestalten.

Türkei und Griechenland

Die türkisch-griechischen Konventionen, an welchen man seit Monaten arbeitet, sind noch nicht fertig. Angora

konnte seine Vereinbarungen mit Frankreich und Italien weit leichter zustande bringen als mit dem Athener Kabinett; denn ihre Kriege mit den Hellenen haben, wie man weiß, sehr lange gedauert.

So wie jedoch eine teilweise und vorläufige Entspannung zwischen Bulgarien und Jugoslawien erzielt wurde, hat sich auch eine neue Lage zwischen der Türkei und Griechenland gebildet. Die Londoner Konferenz hat die Aufmerksamkeit all der Mächte erweckt, die maritime Interessen haben, und die Türkei und Griechenland befinden sich auch unter diesen Mächten. Venizelos hielt kürzlich eine Rede, in welcher er die türkisch-griechische Seeparität empfahl; seiner Ansicht nach würde diese Formel als Basis zu einem Freundschaftspakt dienen.

Welche Erklärung könnte man für diese friedliebenden Worte finden, wenn man der so vielen ganz anders klingenden Worte gedenkt, die zwischen Athen und Angora gewechselt worden sind? Man weiß doch wohl, daß Griechenland mit der Gestaltung seines Territoriums nicht zufrieden ist, und daß die Türkei die Episoden der noch nicht weit zurückliegenden Konflikte nicht vergessen hat.

Die finanzielle, landwirtschaftliche und industrielle Krise ist aber in diesen beiden Ländern ernst. Ja selten war sie so entscheidend. Weder das Athener Kabinett, noch sein Partner haben jetzt die Mittel, sich sozusagen den Luxus einer diplomatischen Spannung oder eines Rüstungswettrennens zu leisten. Die Notwendigkeit zwingt sie daher heute, die Hypothese einer Entspannung zu prüfen. Dieser Entspannung eine lange Dauer zu bemessen, wäre gefährlich. Uebrigens sind die Türkei sowohl als auch Griechenland in jenen internationalen Strömungen und Gegenströmungen verwickelt, welche alle Südoststaaten gewaltsam mit sich reißen.

Eine Balkankonferenz?

Werden die Balkanmächte berufen sein, in einer Konferenz Platz zu nehmen, welche befugt sein wird, sich nur mit ihnen zu befassen und ein politisches und wirtschaftliches Gleichgewicht im Balkangebiet festzusetzen? Die Idee zirkuliert, und nachdem sie seitens der griechischen Presse in Bewegung gesetzt wurde, wird sie jetzt seitens der jugoslawischen reichlich ausgebeutet.

In Europa tagen schon zwei Konferenzen, die schon im voraus mit Sterilität behaftet zu sein scheinen: in London, für die Seeabrüstung; in Genf, um einen Zoll-Waffenstillstand herbeizuführen und um während einiger Jahre die Erhöhung der Einfuhrzölle zu verbieten. In der jetzigen Lage der südöstlichen Halbinsel des Kontinents würde eine Balkankonferenz nicht weniger chimärenhaft sein. Betrachtet die sich gegenseitig entgegennetzenden Imperialismen, die Verwicklungen der Frage der ethnischen Minderheiten, die Abhängigkeit dieser oder jener Regierung von den auswärtigen Kombinationen, das Spiel der italienischen, englischen, französischen Einflüsse, die Entfesselung der Militarismen usw.! Wie denn aus all dem nicht folgen lassen, daß die Balkanregierungen unmöglich imstande sein würden, unter sich ein Netz von Bänden und ein System von vertrauensvollen Freundschaften zu schaffen?

Diesen Versuchen der faschistischen Regierungen stellen wir die fruchtbaren Bemühungen der Arbeiter und Bauern Jugoslawiens, Griechenlands, Bulgariens usw. entgegen, die um eine Balkanföderation kämpfen, eine Balkanföderation, die nicht als Basis die wechselnden oder entgegengesetzten Interessen der Dynastien hat, sondern den Willen der unterdrückten und ausgebeuteten Massen von Stadt und Land. Im Sinne ihrer Befürworter soll die angekündete Konferenz diese Föderation aus den Blicken der Völker entfernen. Wenn sie nicht zustande kommt, oder sowie sie mißlingt, werden die Völker wissen, wo die Wahrheit ist. Paul Louis

Die katholische Front

Belgrad, im Februar 1930

Im Laufe der letzten zwei Monate beschäftigt sich die gesamte Presse Jugoslawiens mit der sogenannten katholischen Front. Die Regimepresse eröffnete ein Kreuzfeuer gegen die verstärkte Aktion der katholischen kirchlichen Organisationen und die Zagreber «Novosti», ein bezahltes Organ der Diktatur, veröffentlichten einen langen Artikel gegen die katholische Front und forderte alle guten «jugoslawischen» Patrioten auf, sich zu erheben und die «einheitliche» Mutter Jugoslawiens zu beschützen.

Der Lärm und Tamtam der Diktaturpresse zeigt zweifellos, daß die Sammlung der kroatischen Massen und dann auch die Annäherung der Slowenen zu den Kroaten die Diktatur be-

unruhigt — in welcher Form sich diese Sammlung auch vollziehen möge.

Die Diktatur wünscht inbrünstig, daß im Lande alles ruhig sein möge, wenn ihre drei Minister sich ins Ausland begeben, um für jeden Preis im Auslande eine Anleihe abzuschließen und dadurch am 1. April — am Ende des Budgetjahres — eine tiefe finanzielle Krise zu vermeiden, die leicht die Diktatur selbst vernichten könnte. Sie wünscht feurig, daß das gesamte Ausland den Eindruck bekomme, daß jeder Widerstand der national-revolutionären Elemente gebrochen und die revolutionäre Arbeiterbewegung vernichtet sei, daß die Massen erschreckt seien und sich mit ihrem Schicksal abgefunden hätten und alle Politiker gutwillig oder durch Gewalt für die

Diktatur gewonnen seien. Und jetzt kommt plötzlich die Sammlung der Massen in einer katholischen Front und durchkreuzt die Rechnungen der Diktatur — denn die Diktatur sieht sehr gut, daß es sich hier nicht um eine religiöse Front handelt, sondern um eine nationale kroatische Front und um die Erweiterung dieser kroatischen Front auch auf die slowenischen Massen, die ebenfalls katholisch sind.

Jawohl, die katholische Front ist im Grunde genommen gar keine katholisch-religiöse Front, sondern eine nationale Front. Vor der Auflösung der slowenischen klerikalen Sportorganisationen «Orlovi» gab der slowenische Bischof Jeglič einen Hirtenbrief an alle slowenischen Priester und alle katholischen Mitglieder der «Orlovi»-Organisation heraus, in dem er sie aufforderte, ihren kirchlichen Führern treu zu bleiben — was bedeutet, daß sie nicht in die faschistische «jugoslawische» — lies: großserbische — Sokolorganisation der Diktatur einreten sollen. Und gerade deshalb, weil das ein nationaler Verteidigungsakt seiner Art gewesen war, verbot die Diktatur den Hirtenbrief des Bischofs Jeglič.

Nach dem Hirtenbriefe des Bischofs Jeglič kam die Aktion der kroatischen Bischöfe und Priester zur Verteidigung des Vermögens der kroatischen kulturellen Bildungsvereine «Napredak» und des Vermögens der kroatischen «Sokol»-Organisationen in vielen Bezirks-Sokolorganisationen. Dazu kam auch die lebhafte Agitation der kroatischen unabhängigen Zeitungen und die mündliche Propaganda für den Eintritt der Kroaten in die kirchlichen religiösen Organisationen. Das kroatische Raditsch-Organ «Dom» ist einige Male offen für die päpstliche Enzyklika eingetreten, daß die Erziehung der Kinder und der Jugend eine Aufgabe der katholischen Kirche sei, und daß Staat und Familie verpflichtet seien, die Kirche bei der Durchführung dieser Aufgabe zu unterstützen. Das Organ des Bistums Split und Hvar schrieb vor der Zusammenkunft der kroatischen Bischöfe in Zagreb am 17. Februar, daß die Führer des kroatischen Volkes zusammenkommen würden. Die katholischen Bischöfe haben einige Zusammenkünfte und Besprechungen mit dem päpstlichen Nuntius Pellegrinetti in Belgrad gehabt. Die katholisch-nationale Propaganda bekam in Split ein neues Blatt, den «Splitski Crkveni Glasnik».

Wir wollen nicht alle Ereignisse aufzählen, die von einer breiten nationalen Aktion durch die kirchlichen katholischen Organisationen zeugen. Aber für uns Nationalrevolutionäre ist es von entscheidender Wichtigkeit, was diese neue Taktik im Grunde genommen bedeutet, wie sie sich auf den national-revolutionären Befreiungskampf auswirken wird, und welche Aussichten in dieser Hinsicht bestehen.

Die Tatsache, daß das Organ der ehemaligen kroatischen Bauernpartei «Dom», der immer das tatsächliche Organ der kroatischen Bauernbewegung gewesen ist, offen den Standpunkt vertritt, die katholische Kirche habe ein Recht auf die Erziehung der Jugend — während es früher richtig einen Kampf gegen die klerikale Beeinflussung führte und diese in den kroatischen Massen vollständig zurückdrängte — diese Tatsache zeugt von einer gefährlichen opportunistischen Taktik. Diese Taktik droht der begonnenen Revolutionierung der Massen in Kroatien einen schweren Schlag zu versetzen; bei ihnen die Illusion zu schaffen, daß die katholischen Priester Führer des kroatischen und slowenischen Volkes werden und ihre Freiheit erkämpfen können. Das ist eine scheinbare Teilung in der Führung der kroatischen nationalen Bewegung zwischen den heutigen Führern und den Klerikalen — tatsächlich aber die vollständige Uebergabe der Führung an die Klerikalen. Warum? Darum, weil die heutigen kroatischen Führer nicht im Stande sind, eine offene revolutionäre Taktik anzunehmen, die sich unausweichlich mit größter Dringlichkeit aufdrängt, und weil sie dafür sorgen, um jeden Preis eine Massengruppierung der Kroaten in irgendwelchen legalen Organisationen zu erhalten.

Diese Taktik erweckte neuerdings den Appetit auf die Massen bei den kroatischen Reichen, die die kroatische Bewegung verraten haben, indem die einen der Diktatur aktiv dienten, die anderen sich passivisierten und die dritten sich zum dienen anboten. Und neuerdings melden sich jetzt die Leute aus dem «Obzor» als die größten Vorkämpfer der neuen Taktik, lecken sich zufrieden die Lippen, weil sie sich wieder den kroatischen Massen nähern können und noch ein Mal — zu welchem Male schon! — einen Handel mit den großserbischen Diktatoren auf Rechnung der Freiheit und Unabhängigkeit des kroatischen Volkes abschließen können.

Das ist eine Taktik, die den kroatischen Reichen, den Verrätern des kroatischen Volkes, neue Wege zur Macht, im Übereinkommen mit der Diktatur, eröffnet.

Durch die katholische Front wird sich der Einfluß der päpstlichen Politik in Kroatien verstärken. Nicht ein religiöser Einfluß des Papstes, sondern ein politischer Einfluß. Der Einfluß des Papstes als Verbündeten der imperialistischen Politik Mussolinis. Durch Anwachsen des Einflusses des katholischen

Priestertums und des Papstes in der kroatischen nationalen Bauernbewegung wird diese Bewegung immer mehr ihre sozialen Eigenschaften verlieren, die sie allein den breiten Massen näherten. Diese Bewegung wird immer mehr reaktionäre Eigenschaften bekommen. Unter Führung der Pfaffen wird die Agrarfrage aufhören, wichtig zu sein, und die katholischen Priester werden gemeinsam mit dem Papst anfangen, auch in Kroatien und Slowenien immer energischer gegen die revolutionäre Arbeiterklasse, gegen die Bolschewiken in Jugoslawien zu kämpfen, ebenso wie jetzt gegen die Sowjetunion gekämpft wird. An Stelle eines gemeinsamen Kampfes der national-revolutionären Elemente mit den sozial-revolutionären Elementen, der allein im Stande ist, das diktatorische und faschistische Regime zu stürzen, werden die Pfaffen eine Einheitsfront mit den ausländischen Imperialisten und Faschisten gegen die werktätigen Massen Kroatiens und Sloweniens schaffen.

Die neue Taktik mit der katholischen Front soll gleichzeitig die Slowenische Klerikale Partei und ihren Führer, den Pfaffen Koroschetz, von schwerer geschichtlicher Verantwortung befreien. Koroschetz ist ein Minister der Diktatur, der ein Jahr lang gemeinsam mit den Diktatoren an der Ausführung der furchtbarsten Verbrechen an hunderten und tausenden nationaler und proletarischer Kämpfer teilnimmt. Der schändliche nationale Verräter und Diener der Belgrader Diktatoren meldet sich bereits in der katholischen Front als gutes Mitglied. Sein Blatt «Slovenec», das bisher alle Verbrechen der Diktatur gelobt hat, bekam vom slowenischen Erzbischof Bonaventura die Anerkennung, daß es ein gutes katholisches Blatt sei, und daß es die Ideen der katholischen Kirche richtig durchführe.

Aus alledem geht klar hervor, daß die katholische Front innerpolitisch eine gefährliche opportunistische Taktik bedeutet, zu der die Führung der kroatischen Bewegung die kroatischen Massen heranzuziehen versucht; sie bedeutet Flucht vor dem revolutionären Kampfe; Stärkung des Einflusses der reichen Elemente, die ein Uebereinkommen wünschen; Rehabilitierung der Verräter an den nationalen Bewegungen, à la Koroschetz; einen Versuch, den gemeinsamen Kampf der national-revolutionären und proletarisch-revolutionären Elemente zu zerschlagen, die durch gemeinsame Opfer und gemeinsame blutige Kämpfe bereits in einer Einheitsfront zusammengeschlossen sind. Außenpolitisch bedeutet die katholische Front Verstärkung des Einflusses ausländischer imperialistischer und faschistischer Elemente; Versuch, die werktätigen Massen Kroatiens und Sloweniens in die imperialistische Front gegen die Sowjetunion hereinzuziehen, den einzigen Staat, der die Frage der nationalen Freiheiten aller Nationen in vollem Interesse der Volksmassen gelöst hat.

Die Flucht vor einer revolutionären Taktik muß unausweichlich zu solchen falschen Wegen führen, wie es dieser — die katholische Front — ist, den die kapitalistische opportunistische Führung der kroatischen Bewegung einschlägt. Aber wir sind fest davon überzeugt, daß keinerlei Opportunismus der Führer die Massen dazu bringen wird, den entschlossenen revolutionären Kampf, den sie begonnen haben, aufzugeben. Die bisher gesammelten Erfahrungen im Kampfe zeigen den kroatischen Massen, daß die Hauptverbündeten im Kampfe weder der Papst, noch der Verräter Koroschetz, noch die Pfaffen sind, sondern die unterdrückten Bauern- und armen städtischen Arbeitermassen; daß die ausländischen Imperialisten und Faschisten keine Verbündeten, sondern Eroberer sind, die ihre Pranken auf Kroatien und auf den Balkan legen wollen, und daß die national-revolutionären Organisationen des Balkans und vor allem solche Organisationen der unterdrückten Nationen in Jugoslawien Verbündete sind.

Nicht im Zeichen der katholischen Front, sondern im Zeichen der Kampffront der national-revolutionären und sozial-revolutionären Elemente kann der Kampf gegen die Diktatur mit der Freiheit und Unabhängigkeit des kroatischen, slowenischen Volkes sowie der anderen Völker Jugoslawiens beendet werden.

N. Matijević

Der Prozeß der „29“ in Belgrad

Belgrad, Anfang März

Vor dem Sondertribunal der militärfaschistischen Diktatur in Belgrad begann dieser Tage der Prozeß gegen 29 Arbeiter und Intellektuelle aus Belgrad, die sich seit August 1929 in den Kasematten des Belgrader Polizeigefängnisses befinden. Unter den Angeklagten befinden sich: *Momtschilo Djordje-witsch*, Advokaturkonzipient; *Radoslaw Ljumowitsch*, Postbeamter; *Mladen Tschonitsch*, Student; *Rajko Jowanowitsch*, Rechtsanwalt; *Branko Solaritsch*, Handelangestellter; *Josip Belontschek*, Metallarbeiter; *Sreten Zujowitsch*, Bankbeamter; *Bogdan Bilbija*, Journalist; *Gojko Samardschitsch*, Student (in

contumaciam); *Veselin Maslescha*, Journalist; *Dr. Labud Kussowatz*, Advokaturkonzipient; *Dr. Milowan Tschetkowitz*, Arzt. Alle sind wegen kommunistischer Propaganda angeklagt.

Die Anklage stützt sich hauptsächlich auf die mit grauenhaften Folterungen erpreßten Aussagen und auf polizeiliche Angaben. Einer der Kronzeugen ist der Halbidiot *Molnar*, der aus Angst vor Prügelein alles, was die Polizei von ihm forderte, «aussagte» und sogar bestätigte, am 13. August Flugblätter verteilt zu haben, trotzdem er bereits am 1. August verhaftet worden war (1).

Zwei Angeklagte von der Gruppe, die nunmehr vor dem Sondertribunal der blutigen militärfaschistischen Diktatur steht, wurden von den Bluthunden des Regimes einige Tage nach ihrer Verhaftung ermordet. Es waren dies der Lehrer *Brazan Brazanowitsch* und der Generalsekretär des Roten Kreuzes, *Wladimir Neschtsch*. Sie wurden den entsetzlichsten Folterungen unterworfen. *Brazanowitsch* wurden mit Eisenzangen sämtliche Nägel von Fingern und Zehen gerissen, dem Gefesselten wurden menschliche Exkremete in den Mund gestopft und in seinen Schädel wurden mit einem Hammer Eisennägel geschlagen. Ihre Weigerung, gegen andere auszusagen, ihre Standhaftigkeit trotz aller Folterungen, mußten sie mit ihrem Leben bezahlen. *Neschtsch* wurde am 26. August gefesselt und aus dem 4. Stockwerk des Polizeigefängnisses geworfen; *Brazanowitsch* wurde in der Nacht zwischen dem 27. und 28. September an die Peripherie Belgrads gebracht und hier von Polizeiagenten erschossen.

Diese Morde werden als eine der Hauptsachen angesehen, warum die Regimepresse über das Abhalten des Prozesses vollkommen schweigt. Durch das Totschweigen dieses Monstreprozesses will das Regime das Erscheinen der Berichtserstatter ausländischer Zeitungen am Prozeß verhindern und zwar darum, weil es nicht zu verhindern ist, daß die Angeklagten auf der Verhandlung über die bestialischen Folterungen sprechen, denen sie sieben Monate lang in den Belgrader Kasematten ausgesetzt waren.

Alle Verhafteten wurden mit Ochsenziemern geschlagen, Finger und Glieder wurden ihnen verrenkt, ihr Fleisch wurde mit brennenden Zigaretten gebrannt, den Gefesselten wurden menschliche Exkremete in den Mund geschoben, dem Rechtsanwalt *Rajko Jowanowitsch* wurde die große Zehe gebrochen.

Um den Qualen ein Ende zu machen, schnitt sich einer der Verhafteten die Pulsadern auf. Während das Blut aus den Wunden spritzte, wurde er weiter geschlagen, bis er vollkommen zusammenbrach.

Der Journalist *Bilbija*, der Student *Milutinowitsch* und der Arzt *Dr. Tschetkowitsch* mußten ins Krankenhaus gebracht werden; sie waren so übel zugerichtet, daß sie ein weiteres Verweilen im Polizeigefängnis nicht überstanden hätten. Da es der blutbesudelten Diktatur doch zu viel schien, aus einer Gruppe fünf Menschen zu ermorden, überführte sie die Genannten ins Krankenhaus.

Die Leiden der Gefangenen endeten keinesfalls mit ihrer Uebergabe ans Gericht; nur die Akten wurden dem Gericht übergeben, die Verhafteten aber blieben auch weiterhin im Polizeigefängnis.

Nun stehen sie vor dem faschistischen Sondertribunal, dessen einjährige Bilanz lautet: 42 Prozesse, in denen 146 Personen abgeurteilt wurden, 2 zum Tode und 144 zu insgesamt 644,5 Jahren Zuchthaus.

Die Angeklagten, und alle Arbeiter und Bauern Jugoslawiens wissen, daß sie von diesem faschistischen Sondertribunal nur das zu erwarten haben, was ihm die Diktatur der blutigen Henker *Alexander Karadjordjewitsch* und *Peter Ziwkowitsch* zur Aufgabe gestellt haben: langsame Hinrichtung in den Höllenlöchern der Kasematten.

Ueberzeugt, daß nur die breiten Massen der revolutionären Arbeiter und Bauern ihre Kämpfer aus den Klauen der Henkersknechte retten können, werden die werktätigen Massen Jugoslawiens auf die Mörderfähigkeit des Regimes mit verstärktem Kampf gegen die blutige militärfaschistische Diktatur antworten.

Sie erwarten in diesem Kampfe die volle Unterstützung der gesamten fortschrittlichen internationalen Öffentlichkeit.

Stjepan Karaschewitsch

Verfolgung unabhängiger Intellektueller in allen Teilen Jugoslawiens.

Der Terror und die Unterdrückung der blutigen militärfaschistischen Diktatur hat sich in letzter Zeit auch auf die angesehensten und bekanntesten fortschrittlichen Künstler, Wissenschaftler, Schriftsteller und Journalisten fast in allen Teilen Jugoslawiens erstreckt.

Der bekannteste Theaterregisseur in Jugoslawien, *Doktor Branko Gavella*, der im Jahre 1928 als Vertreter des Belgrader Nationaltheaters zum Stanislawski-Jubiläum nach Moskau gesandt wurde, hat nach seiner Rückkehr an der Universität eine Reihe von Vorträgen über Theater und Kunst in der Sowjetunion gehalten. Im Zusammenhang mit diesen Vorträgen wurde er seines Postens als Direktor des Belgrader Nationaltheaters enthoben und Ende Februar, angeblicher «staatsfeindlicher» Propaganda wegen, verhaftet. Gleichzeitig wurden der Herausgeber und Redakteur der einzigen oppositionellen kulturpolitischen Zeitschrift in Jugoslawien «Nova Literatura» und Besitzer des fortschrittlichen Verlages «Nolits», *Paul Bihaly*, und seine Frau, ebenfalls wegen angeblicher «staatsfeindlicher» Tätigkeit verhaftet. Diese Verhaftung bedeutet einen schweren Schlag gegen die gesamte fortschrittliche Literatur am Balkan, die fast ausnahmslos im «Nolit»-Verlag erschien.

In Zagreb wurden zur selben Zeit der Redakteur der «Politika», *Bora Prodanowitsch*, und der Zagreber Mitarbeiter der «Politika», *Nikola Fink*, aus denselben Gründen in Haft genommen. Ebenso der Chefredakteur der ehemaligen oppositionellen Zeitung «Novosti», *Ottokar Kerschovani*, und seine Frau, Mitglied des Belgrader Nationaltheaters *Nana Schilowitsch*, sowie deren Eltern, der Arzt *Dr. Schilowitsch* und Frau. *Dr. Schilowitsch* ist Bruder des kroatischen Banus und gehört politisch der kroatischen nationalen Bewegung an.

In Belgrad wurden außerdem verhaftet: der ehemalige Lehrer und Journalist *Novica Petrowitsch* und die Privatbeamten *Rada Arandjelowitsch* und seine Frau *Sophie*.

In Slowenien wurden ebenfalls Massenverhaftungen fortschrittlicher und unabhängiger Intellektueller durchgeführt. Unter anderen wurden verhaftet: der bekannte freiheitliche Schriftsteller *Mile Kloptschitsch*, Autor des Buches «Plameni okovi», und der Schriftsteller *Grahor*; die slowenischen nationalen Schriftsteller *Onitsch* und *Premrow* und der sozialdemokratische Dichter *Tone Selischkar*. Sie hatten die Absicht, eine kritische literarische Revue herauszugeben und wurden — da das «staatsgefährlich» ist — verhaftet.

Diese Verhaftungen beweisen neuerlich, daß in Jugoslawien jeder ehrliche, fortschrittliche und unabhängige Intellektuelle, der sich weigert, in den Dienst der blutigen militärfaschistischen Diktatur zu treten, den jugoslawischen Diktatoren verdächtig wird und den grausamsten Verfolgungen ausgesetzt ist. Dieser Angriff gegen unabhängige Publizisten und Künstler, die sich nicht als willfährige Werkzeuge der Diktatur mißbrauchen lassen, ist aber gleichzeitig ein neuer deutlicher Beweis der ungeheuren inneren Schwäche und der Fäulnis der jugoslawischen Henkerdiktatur.

St. K.

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0,05; fr. suisse: 0,25; fr. frs.: 1,25; mark: 0,20; schilling: 0,30. Abonnement 6 mois: doll.: 0,60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2,40; schillings: 3,60.

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Föderation Balkanique“
— Postcheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0,10; fr. suisse: 0,50; fr. frs.: 2,50; mark: 0,40; schilling: 0,60. Abonnement: 6 mois: doll.: 1,20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4,80; schillings: 7,20.

Texte français (pages 2833—2840)

P. Louts: Diplomatie et dictatures — Une Déclaration de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise ORD — D. Renout: Sous la dictature de Belgrade — D. Vlakhoff: La Société des Nations et les Minorités Nationales — La dictature panserbe écrase les Minorités Nationales — D. Iwanoff: Le procès contre le Comité Anti-guerre de Sofia et le danger de guerre — Protestations de l'opinion publique européenne — Tcherneff: Le rapprochement serbo-bulgare — B. Ritsky: Vénizelos continue son rôle néfaste — K. Ilieff: Le XIIIe Congrès de l'Association „Dobroudja“ Résolution du Secours Rouge Allemand sur la situation en Macédoine

Texte allemand (pages 2840—2844)

D. Iwanoff: Der Prozeß gegen das Antikriegskomitee in Sofia und die Kriegsgefahr — Protest der öffentlichen Meinung Europas — P. Louts: Politische Uebersicht N. Matijewic: Die katholische Front — S. Karaschewitsch: Der Prozeß der „29“ in Belgrad — St. K.: Verfolgung unabhängiger Intellektueller in allen Teilen Jugoslawiens